

PROCHE-ORIENT

Syrie

Nous ferons cent guerres à Israël, plutôt que de céder un pouce de notre territoire

déclare le président Assad

« Nous ferons cent guerres à Israël, plutôt que de céder un pouce de notre territoire », a déclaré le président Assad à un groupe de journalistes égyptiens. Dans cette interview, reproduite par la presse du Caire le dimanche 26 juin, le chef de l'Etat syrien a ajouté : « Une volonté d'expansion prédomine en Israël. La majorité des citoyens de ce pays est favorable à la persistance de l'occupation » (des territoires occupés en 1967).

Invité à préciser l'attitude de la Syrie à l'égard des Palestiniens du Front du refus, M. Assad a répondu :

« Je suis personnellement favorable à la création d'un état du monde arabe d'une véritable front le refus. Nous sommes prêts à être le noyau de ce front, à condition que l'on ne s'en tienne pas à des paroles et qu'on passe à la mobilisation réelle du potentiel arabe. »

La question avait fait l'objet dans le passé de consultations entre la Syrie, l'Irak, la Libye et l'Algérie, et ces consultations n'ont pas abouti. Les relations se dégradent, par-

ticulièrement entre nous et les Irakiens, peut-être à cause des événements du Liban », a dit le président syrien.

A propos du Liban, M. Assad a déclaré : « Nous avons fixé une ligne rouge que nous ne permettrons à personne de franchir, et nous l'avons expliquée plus d'une fois aux responsables libanais. »

« Nous restons, comme par le passé, aux côtés de la résistance palestinienne tant qu'elle ne commet pas d'erreurs et que son attention ne se détourne pas de la Palestine. »

D'autre part, le président Sadat a repris indirectement ses attaques contre l'Union soviétique en accusant, dimanche 26 juin, au cours d'un entretien télévisé, les responsables de la gauche égyptienne d'être des « agents de l'U.R.S.S. ».

« Nous voulons une gauche égyptienne et non pas une gauche soviétique », a déclaré M. Sadat, qui a par ailleurs rendu hommage à la Chine pour son offre de pièces de rechange à l'armée égyptienne et a adressé un message de remerciement à M. Hsu Kuo-feng (le Monde daté 26-27 juin). — (U.F.I., A.F.P.)

Le Croissant-Rouge palestinien annonce un début de coopération avec des services hospitaliers français

Sur l'invitation de l'Association médicale franco-palestinienne (A.M.F.P.), une délégation du Croissant-Rouge palestinien présidée par le Dr Fathi Arafat, frère du chef de l'O.L.P., vient d'effectuer une tournée d'information en France, première qu'elle entreprendra le 27 juin en Occident. Les membres de la délégation, qui ont visité huit centres hospitaliers et rencontré les dirigeants de la Croix-Rouge française, se sont déclarés satisfaits de leurs contacts au cours d'une conférence de presse qu'ils ont tenue vendredi 24 juin à Paris.

C'est ainsi que la Croix-Rouge française a accepté d'envoyer au Liban des experts qui étudieront sur le terrain les moyens de faciliter les secours médicaux palestiniens et les techniques modernes de soins et de réanimation médicale et traumatologique de Crémieu, le S.A.M.U., dirigé par le professeur Eugénie, est prêt à envoyer sur place une équipe de médecins pour améliorer les structures d'intervention d'urgence du C.R.P. au Liban. Le professeur Amos, du service de réanimation fonctionnelle à l'hôpital de Lariboisière, a proposé pour sa part d'accueillir en stage des médecins palestiniens qui se spécialiseront dans l'éducation fonctionnelle des handicapés physiques. Enfin, la délégation officielle comprenant le professeur Minkovski, chef de la chaire de néo-natologie à l'hôpital Port-Royal, et le professeur Sureau, qui dirige le service de gynécologie-obstétrique à la maternité Baudelocque, se rendra en août au Liban pour étudier les installations hospitalières du C.R.P. et les besoins de l'urgence, afin de dresser l'inventaire des besoins sanitaires et établir les modalités d'une col-

laboration en vue de la formation du personnel des hôpitaux palestiniens.

A plusieurs reprises, au cours de sa tournée d'information à Paris et en province, le Dr Fathi Arafat a mis l'accent sur l'importance d'une aide rapide au Croissant-Rouge palestinien. Ce dernier, qui dispose de trente-trois hôpitaux et d'une centaine de cliniques au Liban, en Jordanie, en Syrie et en Egypte, s'occupe depuis près de dix ans des populations palestiniennes réfugiées dans ces pays. La guerre civile au Liban a créé de nouveaux problèmes. Au cours des combats le C.R.P. a été pratiquement la seule organisation médicale fonctionnant dans les territoires contrôlés par les palestino-progressistes. Des centres d'urgence, des hôpitaux de campagne et une banque centrale du sang y ont été fondés pour faire face aux besoins les plus urgents.

Depuis la fin officielle des combats, les bombardements se poursuivent presque quotidiennement dans le sud du Liban, où les populations libanaise et palestinienne déplacées vivent dans des conditions sanitaires extrêmement précaires. Le Croissant-Rouge palestinien a commencé il y a un mois la construction de l'hôpital Mahmoud - Hamchari, retardée à cause de la guerre civile. L'Association médicale franco-palestinienne, présidée par le professeur Milliez, a fait don d'une somme de 100 000 francs à la construction, au sud du Liban, d'un deuxième hôpital, le Centre hospitalier Kamal-Jomblatt.

(1) 24, rue de la Sédition, 75020 Paris. C.O.P. la Source 3452.163.

VOTRE PRINCESS 1800 HL



Direction assistée
Suspension
hydraulique

Traction avant
Moteur transversal 10 CV

pour

900 F PAR MOIS

SANS DÉPÔT DE GARANTIE

PENDANT 48 MOIS

OU A VOTRE CHOIX

PREMIER LOYER DE 20% : 6317 F ET 47 MENSUALITES DE 742 F

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 15 JUILLET

CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE AUSTIN

Leyland c'est :

JAGUAR, ROVER, TRIUMPH, AUSTIN, MORRIS, MINI.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à British Leyland France, rue Ambroise-Croizat - Z.I. - 95101 Argenteuil - Tél : 982 09-22.

prépare TOTAL.

Japon

Le scandale de la viande : un thème de la campagne électorale

Tokyo. — Au Japon, la viande est un produit de luxe. Au restaurant un steak tout à fait moyen pour un appétit d'Occidental coûte 3 000 yens (80 F). Alors que les mouvements de consommateurs luttent contre la cherté de la viande, dont le prix, chez les détaillants, est en moyenne dix fois supérieur au prix à l'importation ou à la production, un livre récent démonte les mécanismes du marché. Salué par toute la presse nipponne pour son objectivité, il révèle l'existence d'une véritable « mafia de la viande ».

Les sommes en jeu sont selon l'auteur, supérieures au montant des pots-de-vin versés par Lockheed, et parmi les personnalités impliquées, il y a aussi bien des politiciens importants que des éleveurs australiens. L'ouvrage, dont le titre est : *Porcyrat à l'assaut du ciel*, a été écrit par M. Yokota, un journaliste qui affirme avoir été à plusieurs reprises menacé de mort.

Un cœur de l'affaire, il y a la Corporation pour la promotion

De notre correspondant

de la viande (Chikusan Shinko Jigyodan), organisme semi-gouvernemental créé en 1961, pour protéger les producteurs nippons contre les concurrents étrangers en maintenant les prix sur le marché à un certain niveau. Théoriquement, cet organisme, qui contrôle 90 % des importations, a une fonction régulatrice ; et les prix montent trop vite, il doit mettre sur la marché ses stocks de viande. Inversement, s'ils baissent, il limite les ventes.

Les profits énormes (quelque 27 milliards de yens en 1976) réalisés grâce à ces « ajustements » des prix par la corporation sont théoriquement versés à des associations de producteurs. M. Yokota affirme que, en fait, il vont dans les caisses du parti libéral démocrate, au pouvoir, par l'entremise des hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture qui occupent les postes-clés de la corporation.

Celle-ci exerce son contrôle sur

l'ensemble de la profession : les grossistes, les grands magasins et les détaillants qui sont « autorisés » par elle à vendre de la viande importée.

La mafia de la viande siège à Osaka. Les chefs de l'organisation sont des burakamini (connus aussi sous le nom d'« itas »), caste comparable aux intouchables indiens, longtemps mise au ban de la société nipponne parce qu'elle travaillait le cuir et traitait la viande, métiers condamnés par le bouddhisme.

La rumeur veut que le grand patron de la mafia de la viande soit M. Sasakawa, l'un des figures de l'extrême droite, qui est mêlé à toutes les affaires louches. Ce scandale est l'un des thèmes de la campagne électorale pour le renouvellement de la Chambre haute, en juillet. Un boucher de Kobe, qui est candidat, demande un boycott de la viande pendant un mois et affirme que sa profession est soumise à un véritable « racket » de la part de la corporation. — Ph. P.

UN COMITÉ INTERNATIONAL POUR LA RÉUNIFICATION DE LA CORÉE CHOISIT PARIS POUR SIÈGE

Alger (A.F.P.). — La première session du Comité international de liaison pour la réunification pacifique et indépendante de la Corée s'est achevée à Alger le dimanche 26 juin. Ce comité, formé à l'initiative d'une conférence internationale qui s'était tenue à Bruxelles en février dernier, est composé de représentants de onze pays. Il a choisi pour président le sénateur italien Lele Basso (indépendant), qui sera assisté de quatre vice-présidents représentant l'Amérique (Cuba), l'Afrique (Algérie), l'Asie (Japon) et l'Europe (Belgique). Le sénateur français André Aubry (communiste), a été élu secrétaire général.

Le comité, dont Paris sera le siège, s'est fixé pour objectif de « contribuer à la formation d'un vaste mouvement de solidarité avec le peuple coréen pour s'opposer à la division perpétuelle de la Corée et au déclenchement d'une nouvelle guerre dans cette partie du monde, et pour mettre un terme à la dictature fasciste en Corée du sud ».

Malgré la présence en son sein de quelques personnalités indépendantes, le comité sortira trop visiblement les thèses nord-coréennes pour pouvoir reconstruire le dialogue entre Séoul et Pyongyang. L'ambassade de Corée du Sud à Paris ne voit en lui qu'un « simple organe de propagande ».

SAINT-TROPEZ - NEW-YORK



SPORTSWEAR HOMMES

SOLDES

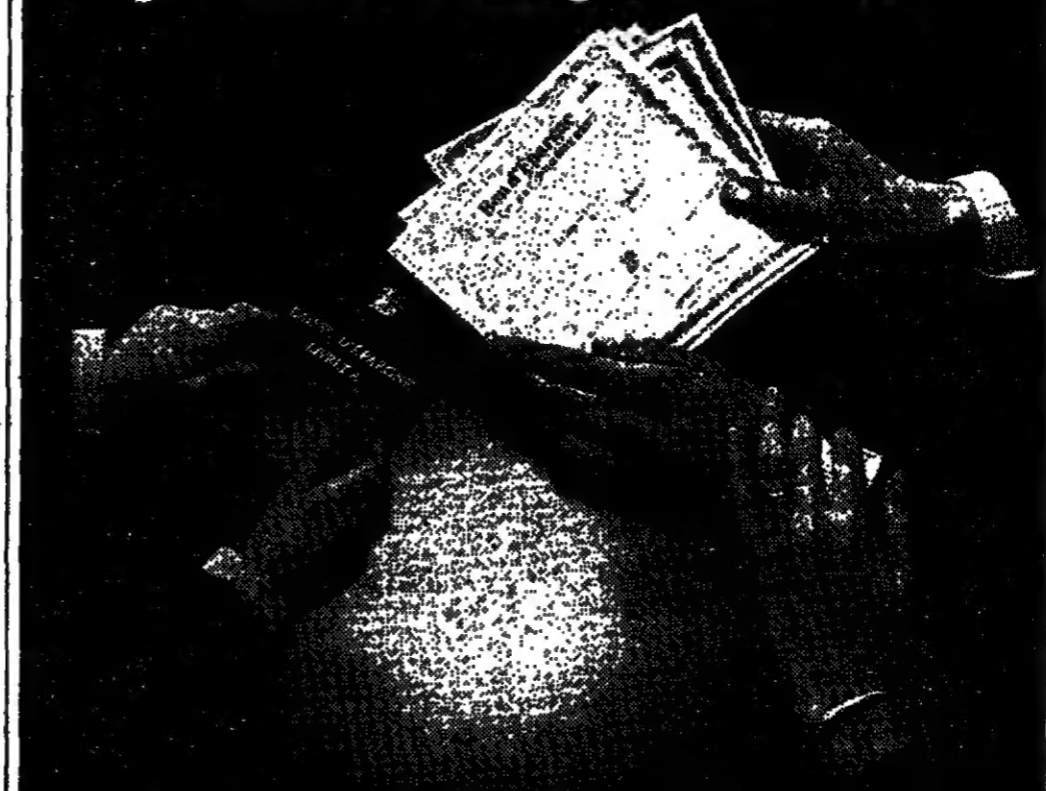
EXCEPTIONNELS

jusqu'au 30 juin

32, rue du Dragon

PARIS (9^e)

Bons anonymes de l'Ecureuil : pour mettre votre argent du bon côté.



Les bons anonymes de l'Ecureuil vous offrent tous les bons côtés de l'épargne :

La sécurité : les bons de l'Ecureuil bénéficient de la garantie d'un réseau auquel vos arrière-grands-parents faisaient déjà confiance.

La discrétion : vous seul connaissez le montant de votre placement et les intérêts qu'il vous rapporte. Vous pouvez, à votre gré, conserver vos bons, les transmettre, les échanger ; ils sont au porteur.

Si vous le souhaitez, votre Caisse d'Epargne vous déchargera même de toute formalité d'ordre fiscal en vous servant des intérêts nets d'impôts.

La souplesse d'utilisation : vous pouvez souscrire des bons à 1, 2 et 5 ans, en coupures de 100, 500, 1000, 5000 et 10000 F remboursables à vue, dès la fin du 3^e mois

dans l'un des 21.000 points de vente Ecureuil.

La rentabilité : les bons de l'Ecureuil sont à intérêts progressifs. Le taux actuariel brut s'établit à 9,75 % pour 5 ans. Ainsi un bon de 1000 F vous sera remboursé au bout de 5 ans soit 1582,50 F brut, soit 1395 F si vous préférez la formule nette d'impôts.

Caisses d'Epargne de l'Ecureuil



Jones "solde" ses soldes jusqu'au 2 juillet.

Jones

39, av. Victor-Hugo, Paris 16^e - 727.08.30

POLITIQUE

POLITIQUE

L'ACTUALITÉ DU PROGRAMME COMMUN

M. Fabre : les radicaux de gauche ne veulent pas jouer les « porteurs d'eau » du P.S.

De notre correspondant

Bordeaux. — M. Robert Fabre, président samedi 25 juin, à Bordeaux, d'une réunion du Mouvement des radicaux de gauche, qui avait pour but de mettre au point la fédération Aquitaine de cette formation, présidée par M. Alain Dutoya, maire d'Hagetan (Landes).

M. Fabre a déclaré que l'actualisation du programme commun ne devait pas intervenir à l'égard des partis de la gauche de définir ses propres objectifs à moyen et à long terme et qu'aucun ne veut pas dire renoncement. « Si nous ne contestons au parti communiste d'avoir pour objectif lointain l'instauration d'une société de type communiste, a déclaré le président du M.R.G., nul ne conteste au P.S. le droit de proposer à ses adhérents une société de type socialiste. »

M. Fabre a déclaré que le P.S. ne peut nous faire grief, au P.C. et au P.S., d'avoir pour objectif propre l'instauration d'une société basée sur le solidarisme et l'humanisme, c'est-à-dire radicaux.

« Personne à l'intérieur de l'Union de la gauche ne peut oublier qu'il n'y aura pas d'autre victoire que celle d'une coalition à l'intérieur de laquelle l'appui radical est déterminant. »

M. Fabre a annoncé un recensement des candidats potentiels du M.R.G. pour les élections législatives. Ils sont environ cent vingt pour l'ensemble du pays. « Seules des ententes de base peuvent conduire à un accord national », a déclaré M. Fabre. C'est à partir de ces candidatures potentielles que les accords seront recherchés avec les socialistes, au niveau des fédérations départementales et régionales.

Mais, ajoute M. Fabre, « nous ne demandons ni protection ni concessions. Seulement notre juste part. Nous ne pouvons nous satisfaire de jouer le rôle de ceux que l'on appelle dans le Tour de France les « porteurs d'eau », qui cèdent aux vedettes leur route de secours et s'effacent devant elles au moment du sprint. La situation de 1973 ne peut plus se reproduire. »

A propos du cas du Lot-et-Garonne, dont les élus sont accusés par les socialistes d'avoir permis la réélection de M. Jacques Chaban-Delmas à la présidence du conseil régional d'Aquitaine, M. Fabre a déclaré qu'il avait certes un contentieux mais qu'il était républicain, qu'il faudrait lui trouver une solution et qu'il était difficile de savoir comment avaient voté les gens dans une consultation à bulletin secret. De toute façon, a-t-il conclu, les voix radicales n'auraient pas suffi à la réélection du maire de Bordeaux.

M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, chef de file de la minorité du parti socialiste, a déclaré, dimanche 26 juin, à Roumagnat (Puy-de-Dôme), en réponse aux propos de M. Robert Fabre : « La situation fait que le M.R.G. s'il apporte à l'Union de la gauche une certaine contribution, doit affirmer une ambition en rapport avec ce qu'il représente, et son avenir est sans doute de s'unir à d'autres composantes, tels les gaullistes d'opposition, ou de se fonder dans le P.S. »

APRÈS LE CONGRÈS DU P.S.

M. Motchane : le CERES n'a jamais accepté de se dissoudre

M. Didier Motchane, membre du bureau exécutif du parti socialiste, animateur du courant minoritaire au sein de cette formation, déclare, à propos du congrès de Nantes, dans une interview à l'« Éclair-Hebdo » (27 juin-3 juillet) : « Lorsque la majorité des militants réclame la synthèse, lorsque la majorité de l'appareil y est hostile — note des exceptions notables — le poids du premier secrétaire est déterminant. Pour François Mitterrand, donner à l'extrême l'impression que le parti lui-même n'avait pas les moyens de l'influencer valait bien une certaine atténuation de son autorité au sein du parti. Indubitablement, son autorité ne s'est pas renforcée. »

« Que des dirigeants importants du parti aient pris une position différente de celle du premier secrétaire n'est pas négligeable. Mais il y a plus important. Chaque fois qu'on est amené à faire jouer à un argument d'autorité, il en résulte un affaiblissement de l'autorité réelle. A la fin du congrès, les militants du CERES — bien qu'ils n'aient pas atteint leur objectif — n'avaient pas l'impression d'être perdants. Au contraire, chacun a perçu un malaise incontestable chez les délégués de la majorité du parti. »

Interrogé sur l'avenir du CERES (minorité du P.S.), qui avait, à Nantes, accepté le principe de son « auto-dissolution », M. Motchane indique : « Le CERES n'a jamais accepté de se dissoudre. Nous ne sommes pas des partisans de l'application de l'article 4 des statuts (1). Mais pour tout le monde, nous avons dû nous donner les moyens que le parti refusait. Le reproche de fractionnisme qui nous était fait était un argument pour esquiver le débat politique. Désormais, si la direction du parti (1) Qui interdit l'existence au sein du P.S. de tendances organisées.

est décidée à tenir parole, c'est-à-dire si elle donne à l'ensemble des militants des courants la possibilité de se réunir, de communiquer, de discuter, les dispositions que nous avions prises n'ont plus d'objet. (...) »

En outre, le CERES n'est pas une organisation. Il est un courant de pensée. On ne dissout pas un courant de pensée, on le dissout pas le CERES. (...) Le congrès a montré les limites de la répression bureaucratique. »

En conclusion, M. Motchane déclare : « Il n'est pas étonnant ni scandaleux qu'il y ait un décalage entre les positions du parti et celles de son appareil. Le problème se pose lorsque ce décalage... »

Question. — Devient une dérive. Vous maintenez le terme ?

Réponse. — Nous le maintenons. On voit mal comment il n'y aurait pas dérive dans un parti de masse qui nage entre les courants... »

Question. — Devient une dérive. Vous maintenez le terme ?

Réponse. — Nous le maintenons. On voit mal comment il n'y aurait pas dérive dans un parti de masse qui nage entre les courants... »

M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, membre du bureau exécutif du P.S., a déclaré dimanche 26 juin, à Roumagnat (Puy-de-Dôme), qu'il « regrette qu'il ne se soit rien passé au congrès de Nantes ». Le chef de file de la minorité du P.S. a ajouté : « Nous ne considérons pas qu'une ligne politique l'a emporté sur l'autre au congrès de Nantes, mais de véritable débat politique, aussi bien au niveau des sections qu'au congrès lui-même. (...) Force est de constater que, huit jours après ce congrès, la situation est la même qu'avant. »

Le courant numéro 2 est statiquement représenté à tous les niveaux du parti, et il poursuivra son activité sous le nom de sa motion : « Unité, autogestion, indépendance ». Nous ne changerons pas notre ligne politique d'un iota. »

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires



La chute des cheveux c'est un fait. La volonté de l'endiguer c'est une décision.

Vos cheveux subissent une agression de tous les instants. Votre cuir chevelu est littéralement asphyxié par les poussières et impuretés qui viennent se mêler à des sécrétions anormales. Le cuir se démange. Vos cheveux sont secs, cassants. Les pellicules de plus en plus nombreuses. Prenez aujourd'hui la décision de réagir.

EUROCAP joue cartes sur table avec ses clients. C'est notre franchise qui a fait notre réputation. Si nos spécialistes ne peuvent rien pour vous, ils vous le diront sans hésiter. S'ils s'occupent de la santé de vos cheveux, vous comprendrez alors rapidement que le succès des méthodes de L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est basé sur le sérieux et l'efficacité.

Recevez, téléphones ou présentez-vous pour prendre rendez-vous (l'Institut est ouvert sans interruption, du lundi au vendredi de 11 h à 20 h et le samedi de 10 h à 17 h).

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES
4, rue de Castiglione 75001 Paris - Tél. : 260.38.84
LILLE : 16, rue Faidherbe - Tél. : 51.24.19
BORDEAUX : 34, place Gambetta - Tél. : 48.06.34
TOULOUSE : 42, rue de la Pomme - Tél. : 23.29.84
METZ : 3-4, rue Chaplain - Tél. : 75.00.11

Deux controverses

(Suite de la première page.)

Le débat se complique quelque peu, pour M. Mitterrand, du fait que la minorité du P.S. n'est nullement disposée à balayer les rurs. Le premier secrétaire estime que le congrès de Nantes a été « un bon congrès », mais les principaux porte-parole du CERES le contestent à qui mieux mieux.

M. Chevènement se plaint de l'absence de tout débat politique réel au sein de sa formation : « M. Motchane estime que « le congrès a montré les limites de la répression bureaucratique » et ne tire rien à son sévère diagnostic. » « dérive dans un parti de masse qui nage entre les courants ». En bonne logique, d'aucuns rudes pro-

pos devaient conduire, tôt ou tard, ceux qui les tenaient devant la commission des conflits du P.S. On n'en est pas là au sein des formations de la majorité, mais la « procédure de détente » que M. Chirac se flatte d'avoir amorcée en proposant pour le 10 juillet un « sommet » de ces formations ne s'engage pas aussi harmonieusement qu'il le prétend. Les propositions du président du R.P.R. sont, en effet, repoussées par M. Servan-Schreiber, président du parti radical, qui n'entend point participer à une « réunion dominée par les questions tactiques », et elles sont accueillies sans enthousiasme par le parti républicain, dont le délégué général, M. Douffaigne, se plaint d'avoir été informé par voie de presse, et non en garde contre le risque de « précipitation » et de « confusion ».

L'attitude du président du Centre des démocrates sociaux étant beaucoup plus constructive, on a l'impression qu'un « axe Chirac-Lacanuet » est en voie de constitution, mais de sérieuses divergences n'en subsistent pas moins entre l'ancien premier ministre et son ancien garde des sceaux.

M. Lacanuet n'est pas favorable au rassemblement des « gaullistes » et des centristes dans une sorte de « front commun ». Indiquant, et il espère visiblement que M. Chirac voudra bien laisser être le plus grand nombre possible de candidats G.D.S., mais il conteste ses analyses sur deux points essentiels.

Alors que le président du Rassemblement pour la République ne cache nullement sa volonté d'agir en dehors du président de la République et du premier ministre — « Je ne reconnais pas (à M. Barre) le droit de trancher pour le R.P.R. », disait-il encore mercredi dernier, — celui du G.D.S. estime que le chef de l'Etat et le chef du gouvernement ne sauraient rester à l'écart d'une compétition essentielle. Il faut, dit M. Lacanuet, que le premier ministre « se sente un peu plus investi par le politique », et il est évident que le jour où M. Giscard d'Estaing dira, comme il en a l'intention, quel est « le bon choix », il dira du même coup quels sont les bons candidats.

M. Chirac, président du groupe des républicains de l'Assemblée nationale, ne raisonne pas autrement lorsqu'il soulignait, lundi matin, sur les ondes de France-Inter : « Il est indispensable que ceux qui ont effectivement la responsabilité du pouvoir évaluent la cacophonie majoritaire de sorte que l'opinion s'y retrouve. »

Voilà, qui est plus facile à dire qu'à faire. La cacophonie durera aussi longtemps que M. Lacanuet apportera sa caution aussi bien à la stratégie électorale de M. Chirac qu'à ses analyses institutionnelles de M. Chirac.

RAYMOND BARRILLON.

Dans une lettre au patronat

LES ÉLUS COMMUNISTES DE LILLE DEMANDENT QU'UN STATUT PARTICULIER LEUR SOIT ACCORDÉ

(De notre correspondant.)

Lille. — Les élus communistes du conseil régional du Nord, de la communauté urbaine de Lille et de la ville de Lille viennent adresser à M. Maurice Hannart, président du CISE (antenne régionale du C.N.R.F.), une lettre aux laquelle ils font part des difficultés pour un élu d'exercer ses responsabilités.

Ils écrivent notamment : « La situation municipale présente aujourd'hui une telle complexité, importée de telles exigences pour le élu qu'il ne leur est plus possible d'exercer leur mandat sans à certain nombre d'assurances : 1) de subvenir de leur entreprise aux le cadre de leur mandat électoral sans perte de salaire ; 2) de bénéficier pour acquiescer la formation nécessaire à l'accomplissement de leur mandat sans perte de salaire ; 3) de prendre un congé sans solde avec réintégration dans l'entreprise à la fin du congé ; 4) d'être protégés contre un licenciement, mise à pied, longue de carrière du fait d'une situation municipale. »

Les élus ajoutent : « Le mieux serait évidemment qu'existât un statut de l'élu mais dans l'immédiat nous pensons que des solutions peuvent être trouvées permettant d'éviter tout problème. »

Les mêmes élus ont adressé une lettre dans le même sens au préfet de région, M. André Chassagnon, auquel ils demandent de leur vouloir lui aussi étudier cette question.

Nous sommes là où vous avez besoin de nous. Maintenant à Paris aussi.



Commerzbank AG - Succursale de Paris
3, place de l'Opéra, 75002 Paris - Tél. : 261-51-92

COMMERZBANK

EUROPARTNERS - BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO - COMMERZBANK - CREDIT LYONNAIS

BERTRAND LE GENDRE.



Le Monde

DE L'ECONOMIE

Inflation mondiale et activité bancaire internationale

Dès l'abord, on constate une corrélation entre l'inflation globale, l'activité bancaire internationale et l'expansion du crédit. L'une et l'autre ont progressé parallèlement au cours des dix dernières années. D'un côté, l'inflation a été un phénomène mondial, d'autre part, elle a été limitée pour devenir un mode de vie. De l'autre, l'activité bancaire internationale a été fortement stimulée par l'expansion du réseau de filiales et de succursales créées par les grandes banques dans le monde entier. Pour préciser la relation qui existe entre ces deux évolutions, nous devons nous poser deux questions : d'abord, quelles ont été les répercussions de l'inflation globale sur l'activité bancaire internationale ou, d'une façon plus précise, dans les problèmes rencontrés par les banques internationales de crédit ?

Les banques victimes de l'inflation

Il est fait communément l'inflation globale — une inflation constatée

dernières années — a entraîné un accroissement de la demande de monnaie dans la plupart des pays, ce qui a conduit les autorités monétaires à imposer des restrictions de crédit sous forme de relèvement des taux d'intérêt ou, parfois, de limitations quantitatives sur les opérations des banques.

En conséquence, la demande de crédits a été détournée des marchés intérieurs vers le marché international où règne une plus grande liberté.

Dans ce secteur, les banques échappent au contrôle de leurs autorités monétaires et les prêteurs n'ont à observer que les règlements en vigueur sur le plan local, quand ils ne se soumettent pas à ceux du pays d'origine.

En fait, le pouvoir de crédit est entre les mains des dirigeants bancaires, qui exercent souvent moins de contrôle en matière de crédit international que ne le font les banques opérant dans le marché domestique.

Les crédits internationaux sont-ils attractifs pour l'emprunteur. Mais

l'inflation et les déficits des balances de paiement allant de pair — les crédits étrangers sont également bien accueillis par les autorités monétaires, dans la mesure où ils contribuent à accroître les réserves de change du pays bénéficiaire.

La situation, très fréquente dans le monde, se répète maintenant sur une

en accueillant les demandes des emprunteurs étrangers, et notamment en leur fournissant des crédits en monnaie étrangère.

Il ressort des statistiques de la BRI que le volume des prêts internationaux, qui comprennent les crédits en monnaies et les crédits en monnaies obtenus auprès de banques américaines et de banques suédoises dans les pays européens de l'axe des Dax et de la Fim, a augmenté de 100 milliards de dollars en 1976 — passant de 400 milliards de dollars en 1975 à 540 milliards en 1976 — soit de plus de 35 %, la moitié de cet accroissement s'étant produite au cours du premier trimestre.

Une part croissante des profits

Cette expansion a eu des conséquences essentielles, en particulier dans le cas des banques américaines, par le volume élevé des dépôts étrangers — notamment des dépôts en dollars — et par la hausse de la demande interne, par suite du relèvement de l'activité économique et de la liquidité des entreprises. Par conséquent, les banques américaines développent leurs opérations avec l'étranger.

En effet : — l'accroissement de l'activité à l'étranger est plus rémunérateur que les prêts à l'économie interne ; — les crédits à l'étranger sont accordés le plus souvent non pas à des emprunteurs privés mais à des gouvernements ou à des organismes officiels. Les banques américaines du fait que les pays ne peuvent faire faillite et qu'ils risquent tout au plus de poser des problèmes de refinancement.

L'examen des comptes rendus financiers des banques — aux Etats-Unis et ailleurs — montre qu'une part croissante des profits provient du crédit étranger. En d'autres termes, les crédits à l'étranger sont bons pour le compte d'exploitation et ils ne sont pas mauvais pour le bilan.

De ce fait, une nouvelle tendance, à savoir la préférence pour le risque de « souveraineté » — par rapport au risque commercial — se manifeste dans le domaine de l'activité bancaire internationale. Cette évolution est compréhensible, puisque les pertes enregistrées sur des prêts internationaux consentis à des institutions publiques — ou garantis par des gouvernements — sont, sans nul doute, inférieures à celles encourues sur les concours internes ou les prêts étrangers accordés à des clients privés.

(Lire la suite page 16.)

Les accords de la Jamaïque ménagent l'avenir

La ratification éventuelle des accords de la Jamaïque a déjà fait l'objet de nombreux commentaires. Elle est opposée (voir notamment « le Monde » du 14 mai). Voici le point de vue du club économique « Perspectives et Réalités ».

Que penser de la réforme du système monétaire international ? Pour le grand public, il s'agit d'un sujet de spécialistes à peu près aussi technique que la théorie mathématique des ensembles ; c'est le fruit d'une technocratie plus sophistiquée encore que l'énigme, puisque internationale.

Pour le spécialiste, c'est un sujet de thèse par excellence : chacun a proposé son plan de réforme, au cours des quinze dernières années, avec plus ou moins d'imagination ou de conformisme, avec toujours l'objectif de

le débat qui s'est tenu à l'occasion de l'examen par le Parlement français du projet d'amendement des statuts du Fonds monétaire international (FMI) tendant à fournir une version nouvelle de la querelle des « anciens » et des « modernes ».

Il s'agit de ne pas se tromper.

Dans le débat que les spécialistes ont engagé sur les défauts et les vertus de l'amendement des statuts du Fonds monétaire international, un fait essentiel est assez généralement passé sous silence : cet amendement — quel qu'il soit — ne permet de rétablir un état de droit dans la vie monétaire internationale, placée depuis plusieurs années sous le régime de l'état de fait.

En effet, le système instauré par les accords de Bretton-Woods s'est effondré. Tous les experts s'accordent sur ce diagnostic ; la controverse se porte sur la date de l'effondrement.

Ce système reposait sur deux règles fondamentales : la règle centrale de l'or et le système des parités fixes. Or ces deux règles se sont progressivement

altérées, jusqu'à devenir à peu près complètement inopérantes au cours des dernières années.

Le rôle central de l'or dans le système de Bretton-Woods reposait sur l'engagement des Etats-Unis d'assurer à prix fixe la convertibilité du dollar en or.

Cet engagement a permis à chaque pays de convertir le dollar en or, ce qui a permis l'accumulation de dollars à l'extérieur des Etats-Unis qui en est résultée ont progressivement rendu fictive cette convertibilité en or. La constitution du pool de l'or et les réserves américaines, dans les années 60, à assurer la convertibilité effective du dollar en or, puis la création officielle, le 17 août 1968, du marché de l'or, ont permis de maintenir l'illusion de la convertibilité. Le président des Etats-Unis du 15 août 1971 n'a fait que confirmer officiellement cette illusion.

(Lire la suite page 17.)

La journée d'étude des centrales de bilan

La disette de l'investissement productif

L'examen du bilan des entreprises montre la corrélation existant entre, d'une part, l'évolution de la rentabilité des entreprises et, d'autre part, les fluctuations de la conjoncture.

Après avoir été l'objet de nombreux travaux au cours des années 60, l'analyse des fluctuations économiques n'a que fort peu retenu l'attention des chercheurs français pendant le dernier quart de siècle. A cela rien de très surprenant. Pourquoi, en effet, se consacrer à l'étude de fluctuations économiques alors qu'au prix de quelques recettes tirées d'une lecture rapide de Keynes — un peu de politique budgétaire de-ci, un peu de politique monétaire de-là —

par ANDRÉ-LOUIS CHADEAU (*)

L'économie française se maintenait depuis vingt-cinq ans sur la voie royale d'une croissance vigoureuse et presque régulière. N'était-il pas préférable de concentrer les efforts sur l'analyse à moyen terme des facteurs de progrès ? Du reste, les méthodes de notre planification nationale, en fixant des objectifs à cinq ans sans préciser les objectifs intermédiaires, n'indiquaient pas à prendre une autre orientation. Mais lorsque le rythme de progression a été rompu, lorsque les remèdes traditionnels se sont révélés moins efficaces, lorsque le spectre d'un « stop-go » à la britannique est venu hanter les responsables, des interrogations sont apparues qui ont remis le problème des fluctuations économiques au premier plan de l'actualité. Des recherches ont été entre-

(*) Chef du département des études de crédit national.

prises, à l'Université comme dans divers organismes et institutions. Elles ont permis de constater que les données de base sont devenues disponibles. C'est dans ce contexte que la Centrale de bilan des entreprises a été créée en 1971 pour l'année 1971. Elle a été créée le 14 juin 1971 et a pour objet de recueillir et de traiter les données économiques et les fluctuations économiques. Les centrales de bilan ont mis au point, comme on le sait, des appareils d'analyse qui permettent de comptabiliser d'entreprises des données économiques pouvant faire l'objet de

études portant sur les « disparités des situations des entreprises dans la crise », que la conjoncture économique agit de manière complexe et diversifiée à l'intérieur du système productif.

Pour les entreprises, l'analyse de l'investissement productif est la plus proche de la demande des entreprises. Elle tend à montrer que la récession n'a pas trouvé son unique dans une crise des débouchés ; en outre, elle fait apparaître les « disparités des situations des entreprises » caractérisées, au cours des deux dernières années, par

la baisse des rentabilités et par la contraction des investissements.

Pour ce qui concerne les situations individuelles, on observe un accroissement des disparités d'une firme à l'autre au début de la récession, suivi d'un rapprochement, ce qui indique qu'après être entrées dans la crise à des cadences différentes, les entreprises ont fini par se trouver alignées sur les situations les moins favorables. Au total, l'INSEE note que « les disparités individuelles d'entreprises continuent les analyses macro-économiques élaborées précédemment à partir des indicateurs conjoncturels et des comptes nationaux ».

(Lire la suite page 17.)

La baisse des rentabilités et par la contraction des investissements. Pour ce qui concerne les situations individuelles, on observe un accroissement des disparités d'une firme à l'autre au début de la récession, suivi d'un rapprochement, ce qui indique qu'après être entrées dans la crise à des cadences différentes, les entreprises ont fini par se trouver alignées sur les situations les moins favorables. Au total, l'INSEE note que « les disparités individuelles d'entreprises continuent les analyses macro-économiques élaborées précédemment à partir des indicateurs conjoncturels et des comptes nationaux ».

La baisse des rentabilités et par la contraction des investissements. Pour ce qui concerne les situations individuelles, on observe un accroissement des disparités d'une firme à l'autre au début de la récession, suivi d'un rapprochement, ce qui indique qu'après être entrées dans la crise à des cadences différentes, les entreprises ont fini par se trouver alignées sur les situations les moins favorables. Au total, l'INSEE note que « les disparités individuelles d'entreprises continuent les analyses macro-économiques élaborées précédemment à partir des indicateurs conjoncturels et des comptes nationaux ».

La baisse des rentabilités et par la contraction des investissements. Pour ce qui concerne les situations individuelles, on observe un accroissement des disparités d'une firme à l'autre au début de la récession, suivi d'un rapprochement, ce qui indique qu'après être entrées dans la crise à des cadences différentes, les entreprises ont fini par se trouver alignées sur les situations les moins favorables. Au total, l'INSEE note que « les disparités individuelles d'entreprises continuent les analyses macro-économiques élaborées précédemment à partir des indicateurs conjoncturels et des comptes nationaux ».

(Lire la suite page 17.)

CONTRADICTIONS DE L'O.C.D.E.

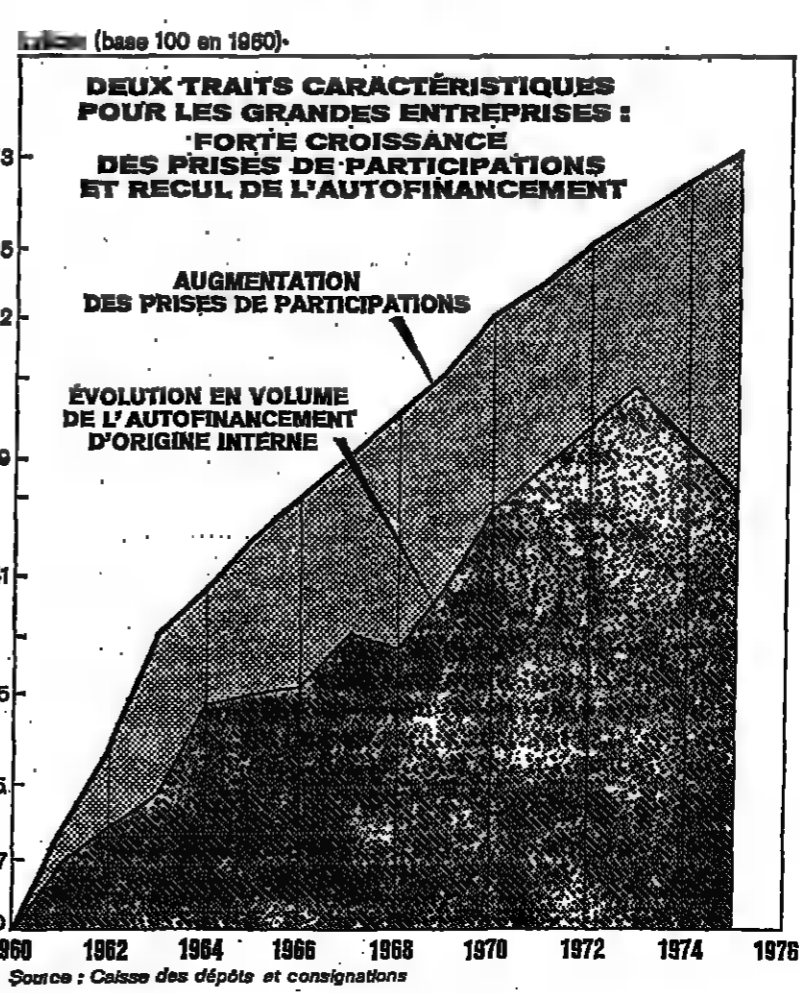
PUBLIE, sinon patronné officiellement, par l'O.C.D.E., le rapport McCracken demandait si les gouvernements n'avaient pas à la fois d'un nombre de contretemps particulièrement fâcheux, un des éléments déterminants de l'inflation, et provoquer la récession dont on a tant de mal à sortir. En valant en la liberté, les

de ce rapport plus leur intervention internationale par les grandes institutions économiques ou financières. C'est en tout cas une question que l'on est en mesure de se poser en lisant le communiqué publié, vendredi dernier, à la suite de la réunion annuelle du conseil de l'O.C.D.E.

Un des principaux objectifs de la politique économique est — ou devrait être — de permettre aux différents Etats de définir en commun les grandes lignes de leurs politiques respectives. Telle est sans doute l'intention du rapport, mais sa session de l'année dernière, au cours de laquelle fut adopté « une stratégie pour une expansion économique durable », destinée à être mise en œuvre par les gouvernements, a été marquée par des opinions publiques, et plus en plus inquiètes, que la stratégie de ne pas s'embarquer dans des politiques d'expansion à tout va, génératrices d'inflation, mais à condition de maintenir un certain niveau de croissance — que les membres de l'O.C.D.E., contre toute vraisemblance, croyaient pouvoir fixer à « 3 % ou un peu plus » pour la fin de la décennie, et qui finirait par venir à bout progressivement du chômage.

Précisons sur le rapport que le rapport de l'O.C.D.E. sur l'expansion, qui les simples citoyens ont quelques raisons de douter que les dirigeants suivent véritablement une « stratégie ». Tout se passe comme si les déclarations faites la semaine dernière au sujet de la stratégie de l'O.C.D.E. pour la fin de la décennie, quelque peu les idées de la stratégie — au sommet — de Londres tenue au début du mois précédent.

Le président Carlier, qui venait de renoncer à son programme de libéralisation en faveur des entreprises et des entreprises, s'est alors adressé aux participants à la République fédérale d'Allemagne et le Japon pour leur demander d'adopter leurs économies respectives. Mais à l'heure où les participants se réunissent pour discuter, avec le rapport de la BRI, que les réactions de la presse par les pays membres servent la cause commune. De même, pour ne pas troubler les marchés des changes, les « grandes » n'ont rien fait. A Londres, aucune allusion à l'expansion ou à la telle ou telle mesure de libéralisation (et au conséquent d'autres bases de valeur). L'O.C.D.E. n'a donc été autre chose que les contradictions qu'on retrouve entre les recommandations qui ont été formulées laissent un doute sur le bien-fondé des analyses. C'est ainsi qu'il est demandé aux pays membres de ne pas communiquer, de laisser la position de leur balance courante s'établir et leur monnaie s'ajuster sous l'action des forces profondes du marché. Comment les « forces profondes du marché » pourraient-elles jouer à la hausse du deutchmark et la R.F.A. devenir un pays déficitaire ?



Chronique du temps d'inflation

Une précédente chronique de temps d'inflation avait paru dans « le Monde de l'économie » du 14 décembre 1976. J'avais espéré que le thème perdrait son actualité... Les derniers indices des prix semblent montrer le contraire.

« Danse populaire à figures », le branle est aussi un « ample mouvement d'oscillation ». Comment ne pas être sensible à la modernité du mot qui s'applique immédiatement à l'analyse de l'inflation ?

La hausse des prix est un mouvement à figures : ce mois-ci le prix des services, ce mois-là les prix des produits industriels, deux pas de pétrole en avant, un pas de T.V.A. en arrière. O figures de la sécheresse d'hier qui a détruit les récoltes et de la pluie d'aujourd'hui qui ruine les espoirs de la saison nouvelle ! Et, puisque l'adjectif « populaire » signifie d'abord et qui concerne le peuple a, comment nier que notre danse à figures mérite, plus que jamais,

Mais le branle inflationniste exprime aussi le principe d'oscillation. Les figures de la danse sont le signe de chacun fait pour garder sa place, son rang, ses ressources, et les que chaque fraction de l'in-

par JEAN VINCENS (*)

dice général des prix par rapport à l'ensemble sont d'autant plus fortes que la danse est vive et les danseurs ardents.

De rattrapage en anticipation, chacun a l'illusion de vaincre, jusqu'au moment où les figures se mêlent, où les oscillations se multiplient, où l'incertitude des hausses de prix. A ce moment les illusions tombent et chacun s'aperçoit qu'il a eu la berlue.

Mais consultants à nouveau le dictionnaire. « Avoir la berluse », c'est, au sens figuré, se faire des illusions et, au sens propre, avoir des visions. Dès lors que l'on pense ?

Si le branle inflationniste se poursuit parce que nous avons tous la berne, est-ce à dire que le peuple se fait des illusions et que ceux qui nous mènent ont des visions ?

J'ai acheté un flacon de shampoing. J'y ai trouvé trois étiquettes de prix. La première, rayée d'un trait de ~~noir~~ rouge, indique la somme de 120 F, la seconde, juste au-dessous, porte 10 F, la troisième, sur une autre face du flacon, marque 1140 F. C'est le prix que j'ai payé.

La chose est très claire. Si j'avais acheté le flacon en décembre, j'aurais déboursé 10,20 F. Si je l'avais acquis dans les premiers jours de janvier, (★) Professeur à la faculté des sciences économiques de Toulouse.

J'aurais sûrement bénéficié de la baisse de 2 %, la baisse T.V.A. Mon défaut d'esprit de précaution est sanctionné par une hausse de 14 %, ou 140 F, ce qui est peu pour une leçon d'économie domestique.

Puisque j'avais payé, il n'était pas nécessaire que je comprenne, mais il ne m'était pas interdit de rêver à quelques réformes utopiques. J'en imagine deux :

— Lorsque le gouvernement conclut un accord avec une profession qui s'engage à ne pas augmenter ses prix de plus de 6 ou 7 % en moyenne pendant l'année, il serait utile pour le consommateur d'avoir la liste de ce qui va augmenter plus ou moins que cette moyenne.

— Pourquoi ne pas obliger les entreprises à marquer de façon indélébile le prix de vente à la sortie de l'usine ? Le commerçant inscrirait de même le prix de vente aux clients, et nous nous habituerions très vite à comparer les variations de prix. Il y aurait là une infinité d'occasions d'appliquer la pratique quotidienne universelle de la rationalité économique : nous pourrions progresser le long du chemin des économies de consommation des ménages, des commerçants modérés, et peut-être traquer pour eux la tâche harassante de l'industriel.

Seule la confiance
fiance...

Il y a inflation parce qu'il y a trop de monnaie. Et il y a trop de monnaie parce qu'il y a trop de créances.

Mais pourquoi y a-t-il trop de créances ? Parce que les agents financiers, entreprises et ménages, n'ont pas confiance dans la monnaie. Alors, forcément, ils cherchent à en emprunter beaucoup pour acheter des biens.

de la monnaie en attendant ces créances, car ils ont confiance dans la monnaie ? Certes, nous ne pouvons pas leur reprocher d'être naïfs. Mais il y a tout de même un danger d'acheter des créances d'un tiers bénéficiaire. Ainsi, il y a trop de monnaie parce que les banques n'ont pas confiance dans la monnaie au moment où elles l'ont créée. Elles ont donc encore quelque confiance envers les agents non financiers. Si personne n'avait confiance en personne ni en rien, il n'y aurait ni dette de monnaie ni dette financière.

Il faut donc que les banques aient confiance dans la monnaie, mais que les banques n'aient pas confiance dans les entreprises, la catastrophe serait aussi pro-

Pour que tout marche, il faut que les acteurs économiques aient confiance les uns dans les autres et dans la monnaie. Bref, il faut qu'ils croient tous à aujourd'hui et à l'avenir. C'est à peu près ce que disait le poète :

*Seule la confiance fiance
Le rêve au rêve...*

La disette de l'investissement

(Suite de la page 15.)

Finais procède des problèmes d'équation et de financement des entreprises. Le Crédit national, en présentant une étude sur *« les cycles d'investissement et le financement des entreprises »*, s'est livré à une analyse factuelle portant sur la période 1960-1975. Cette recherche a mis en évidence le fait que l'investissement global résultait de la combinaison, autour d'une tendance générale, de fluctuations cycliques provoquées par deux groupes d'entreprises et résultant principalement de facteurs techniques et financiers. Le critère déterminant n'est pas à cet égard l'appartenance à un tel ou tel secteur d'activité, mais la proportion dans laquelle les facteurs de productivité sont combinés et la structure du bilan. Ces cycles ont pu être identifiés selon trois types principaux ayant des durées moyennes de 10, 12 et 15 années. La période 1960-1975 est très caractéristique de l'action de ces fluctuations : tandis que la tendance générale était en forte baisse, les fluctuations ont été marquées par un mouvement en U, dont le premier creux se trouvait en outre au point bas de leur cycle d'investissement. Il en est résulté un facteur d'aggravation qui, sans explication générale, a dû provenir principalement d'un accroissement du besoin plus aigü.

Le crédit interentreprises

Le centrale de blâmes de la Banque de France est devenue une étude minutieuse du « crédit interentreprises ». Il s'agit d'un moyen de financement très important pour bon nombre de PME, qui peut constituer même une soupe de sécurité en période d'encaissement de crédit ; il faut voir là, sans doute, la raison de la dégradation du crédit interentreprises à la clientèle en 1973 : à l'inverse, lorsque le retournement de conjoncture en 1974 a contraint les banques à réduire leurs crédits, les entreprises qu'elles étaient, plus considérables qu'il était sonnant, elles ont essayé de réduire (avec un certain succès) la durée de ces financements. C'est ce phénomène touche d'une manière différente, les entreprises en fonction de leur taille, qui ont subi la réduction : favorables au commerce et détail qui vend au comptant, ces mécanismes imposent au contraire des délais aux fabricants de demi-produits et aux fabricants de demi-produits.

Dans une étude portant sur une longue période (vingt ans de croissance des grandes entreprises françaises), la centrale de bilans de la Caisse des dépôts s'est attachée à suivre le déve-

loppement de **100** cent soixante-dix
grandes firmes.

Cette recherche a confirmé que la structure des flux (et son évolution) a été fortement influencée par le rythme de développement, notamment pour ce qui concerne les effets de la croissance externe. On a constaté que la progression de l'endettement à long et à court terme. Par ailleurs, si l'affaiblissement progressif des taux de croissance externe a été constaté, il n'a pas entraîné d'origine interne, observés depuis 1980, sont certainement liés, il faut également relever que la rentabilité résultant des seules opérations productives a été en baisse, ce qui a été compensé par les bénéfices tirés de la croissance externe : les produits financiers, qui ont doublé depuis 1980 sont ainsi devenus une ressource importante.

Du point de vue des fluctuations, cette constatation est intéressante, car elle montre qu'un période de récession la croissance externe, loin de se poursuivre, a connu une baisse, et a plutôt tendance à se maintenir.

« **Le Plan, a souligné les difficultés que la crise actuelle a pour l'économie française, dont les fondements.** La facture pétrolière, régie à crédit, dans l'immédiat à une chute de la rentabilité des entreprises avec ses conséquences sur l'emploi et la valeur ajoutée. Nous vivons le temps **de la diète de l'investissement productif** ». Les travaux des centres de bilans conjoints de la Cnrc et de l'Ifri sont souhaitables que, par leur approfondissement, les autorités responsables soient encore mieux informées de tous les aspects de la situation.

On pourrait certes s'étonner à la lecture des études présentes, du caractère souvent disparate de ces travaux et de l'absence d'une direction commune d'ordonner les faits qu'ils constatent. Ce serait oublier le retard des sciences physiques sur les sciences de la nature. Ne perdons pas de vue que la description pure et l'explication des phénomènes physiologiques, qui ont été l'objet de la majeure partie de cette période de recherches anatomiques. Auparavant régnaient les descriptions de la structure des organes, des humeurs peccantes et la morale de l'optimum. Je pense que l'histoire de la médecine a été marquée par la disparition des idées harmoniques mais riches de l'économie pure et étalée dans l'appréhension sans l'obstacle du domaine des faits dans un simple énonciation. Il est possible que l'histoire de la médecine ait été marquée par la disparition de la morale et l'explication trop souvent imprécise d'une longue route. Il n'est indigne pour nous qui nous

ANDRÉ-LOUIS CHADEAU.

Autoroute de l'Est

EXPRESSION ORALE : PARLER NE SUFFIT PAS

Il faut aussi savoir attendre. Et regarder. Être à l'écoute de son corps.
C'est tout ce que qu'on appelle - l'attente - Mais ce n'est
pas l'attente d'une bonne vote, ni avec une bonne

INSTITUT D'EXPRESSION ORALE/Habert L. Foll.
20, rue Trévins, PARIS — Tél. : 770-55-03.
Vous recevrez gratuitement une brochure, de 10 h. à 22 h.

Autoroute de l'Est



**consacrez votre
temps aux affaires,
pas au transport.**

Tout le monde le dit : "Le temps c'est l'argent" surtout dans le monde des affaires.

C'est pour cette raison qu'un si grand nombre d'entre vous choisissent de voler avec nous Kowatt, le Golfe Persique, l'Iran, le Liban, le Japon, ou partout au Moyen-Orient.

KUWAIT AIRWAYS, c'est la rapidité et la régularité : vols non-stop PARIS-KOWATT, aménagement des horaires, tout a été fait pour ne pas perdre une minute d'un temps précieux.

KUWAIT AIRWAYS, c'est aussi le confort d'une grande ligne internationale, cinéma, stéro individuelle.

Quand il s'agit de relier au plus vite les principaux centres d'affaires du monde, prenez KUWAIT AIRWAYS.

KUWAIT AIRWAYS
la voie la plus rapide pour le Koweït

Autoroute de l'Est

La première dans les affaires bancaires internationales depuis 1880

Bank of Tokyo, présente partout dans le monde grâce à plus de 280 succursales, bureaux de représentation ou participations, est fière d'avoir un rôle à jouer dans le développement économique de la France.

BUREAU À PARIS:
4-8, rue Sainte-Anne, Paris-1^{er} Tél: 261-38-55
BANQUE EUROPÉENNE TOKYO S.A.:
4-8, rue Sainte-Anne, Paris-1^{er} Tél: 261-38-55

Banque de financement mondial
BANK OF TOKYO
SIÈGE SOCIAL: TOKYO, JAPON
de plus de 5000 correspondants dans le monde

La détente en France: oui, mais...

Le coût du crédit a très probablement baissé, « dans quelques semaines », a-t-on laissé entendre. Rue de Rivoli, le taux de base des banques, fixé à 9,80 % depuis la fin septembre 1976, serait réduit de 0,20 %, 0,30 %, ou même peut-être davantage, mais cela n'est pas sûr. Une telle décision recevrait un accueil très favorable, notamment des entreprises dont certaines, comme dans la sidérurgie, sont très lourdement endettées. Elle est réclamée depuis un certain temps par les instances patronales et les chambres de commerce. Mais jusqu'à présent, les pouvoirs publics sont restés sourds à toute sollicitation. Tout au plus ont-ils accepté que le taux de base des banques ne monte pas.

Comme l'indique le graphique ci-contre, le taux de l'argent sur le marché monétaire, que la Banque de France faisait vigoureusement remonter depuis le début de 1976 pour défendre un franc fortement abaissé, est passé nettement au-dessus du taux de base bancaire (T.B.B.) à partir d'octobre 1976 pour ne retomber au-dessous que dans le courant d'avril 1977.

Or, suivant une convention tacite, le T.B.B. s'établit habituellement à un quart ou à un demi-point au-dessus du taux du marché monétaire. Telle était la situation à la fin de septembre 1976, lorsque le T.B.B. fut porté à 9,20 % à 9,30 %, avec un taux moyen de 9,25 % pour le marché monétaire. Si ce dernier se tend durablement, il n'est pas exclu qu'il intervienne, elle se produirait au deuxième semestre, en corrélation avec un ralentissement de l'inflation? Or il semble qu'en dépit de la flambée des fruits et légumes, l'inflation perde un peu de sa violence au début de ce second semestre. Enfin, la demande de crédits n'est pas telle qu'elle nécessite d'être freinée par un maintien du coût du crédit au niveau le plus élevé d'Europe, l'Italie mise à part, et qui n'est nullement en relation avec l'état actuel de notre économie.

A l'heure actuelle, la situation

est redevenue plus que normale, avec un marché monétaire à 11 3/4 %, soit 1/4 point au-dessus du taux de base des banques. De plus, toutes les conditions sont réunies pour permettre un abaissement de ce taux de base. L'évolution satisfaisante de la balance commerciale et la bonne tenue persistante du franc sont, en effet, le prétexte pour accomplir quelque peu sa politique de taux d'intérêt élevés, utilisée comme une arme pour défendre la monnaie. Ce même

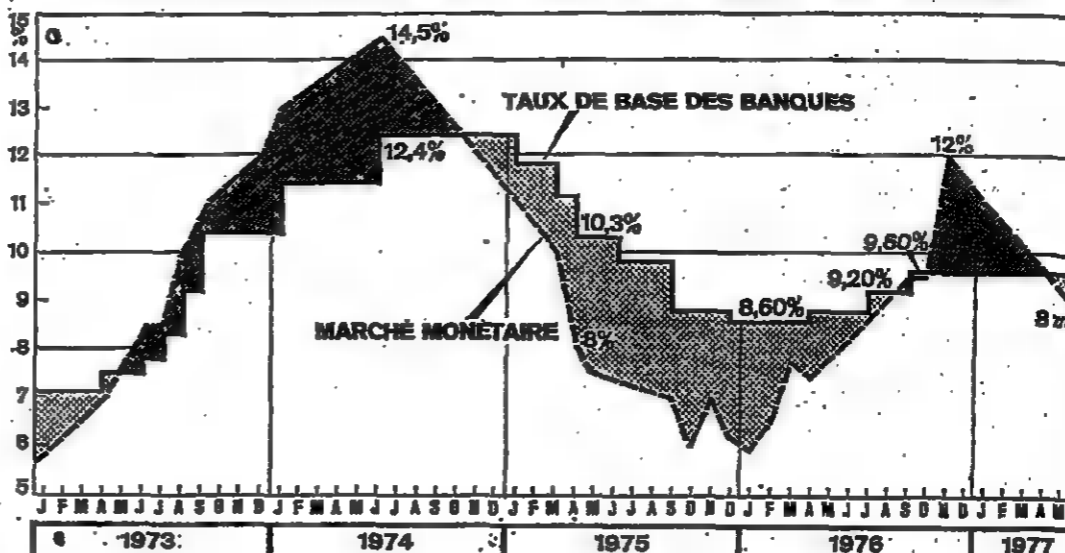
la couleur » en décidant, en avril dernier, une baisse de l'intérêt sur certains produits de l'épargne, à savoir les bons de caisse, les bons à cinq ans à intérêt progressif, les comptes à terme et les contrats d'épargne-logement.

Tous ces éléments réunis autorisent à réamortager d'une façon limitée, 1/2 ou 3/4 point du crédit, qui avait été bien tassé pendant toute l'année 1975 après la hausse de 1974, mais qui s'était trouvée irrémédiablement inter-

et de crainte. Certes, tout le monde la considère comme éminemment fragile, étroitement tributaire de la situation de la situation sur le front politique et social.

L'occasion est bonne pour déplorer que les marchés financiers intérieurs et extérieurs ne soient pas déconnectés, ce qui pénalise *in fine* l'économie lorsque l'arme des taux doit être maniée pour défendre la mon-

MARCHÉ MONÉTAIRE ET TAUX DE BASE DES BANQUES



gouvernement n'aurait-il pas déclaré, il y a quelques mois, que si la détente intervenait, elle se produirait au deuxième semestre, en corrélation avec un ralentissement de l'inflation? Or il semble qu'en dépit de la flambée des fruits et légumes, l'inflation perde un peu de sa violence au début de ce second semestre. Enfin, la demande de crédits n'est pas telle qu'elle nécessite d'être freinée par un maintien du coût du crédit au niveau le plus élevé d'Europe, l'Italie mise à part, et qui n'est nullement en relation avec l'état actuel de notre économie.

Ajoutons, également, que les pouvoirs publics ont déjà an-

par les accords de répétées en franc pendant presque toute l'année 1976. Une telle demande est donnée par la nécessité absolue de rétablir une indissoluble hiérarchie des taux, avec un écart substantiel entre les taux à court terme et les taux à long terme, hiérarchie qui depuis quelques années non seulement n'a pas été observée mais s'est trouvée fréquemment inversée au profit du court terme.

Relevons, néanmoins, que la détente invoquée actuellement par les autorités monétaires s'effectue dans un climat d'incertitude.

naie. Cette déconnexion est considérée avec horreur par la plupart des experts, qui redoutent les complications et les contraintes administratives. Mais n'est-ce pas une contrainte terrible que de ne pouvoir dissocier, par exemple, les exigences d'une relance de l'économie et celle du maintien des parités monétaires? Certes, suivant les thèses de l'économie libérale, le marché financier est « un » et il y a une relation étroite entre taux d'inflation et parité monétaire. Mais, à certains moments, ce n'est pas obligatoirement le cas, et la libéralisme à tout prix devient une contrainte fort coûteuse.

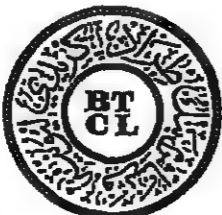
MAINTENANT... retrouvez à Paris

L'ACCUEIL LIBANAIS ET LE SERVICE PERSONNALISÉ D'UN ÉTABLISSEMENT BANCAIRE

qui bénéficie de

L'APPUI ET DE LA LOGISTIQUE D'UNE GRANDE BANQUE INTERNATIONALE

Si les MARCHÉS ARABES vous intéressent, grâce à nos équipes de spécialistes, à notre double parrainage Franco-Libanaise, ainsi qu'à notre réseau de correspondants dans les pays arabes, nous pouvons pour vous d'une aide efficace.



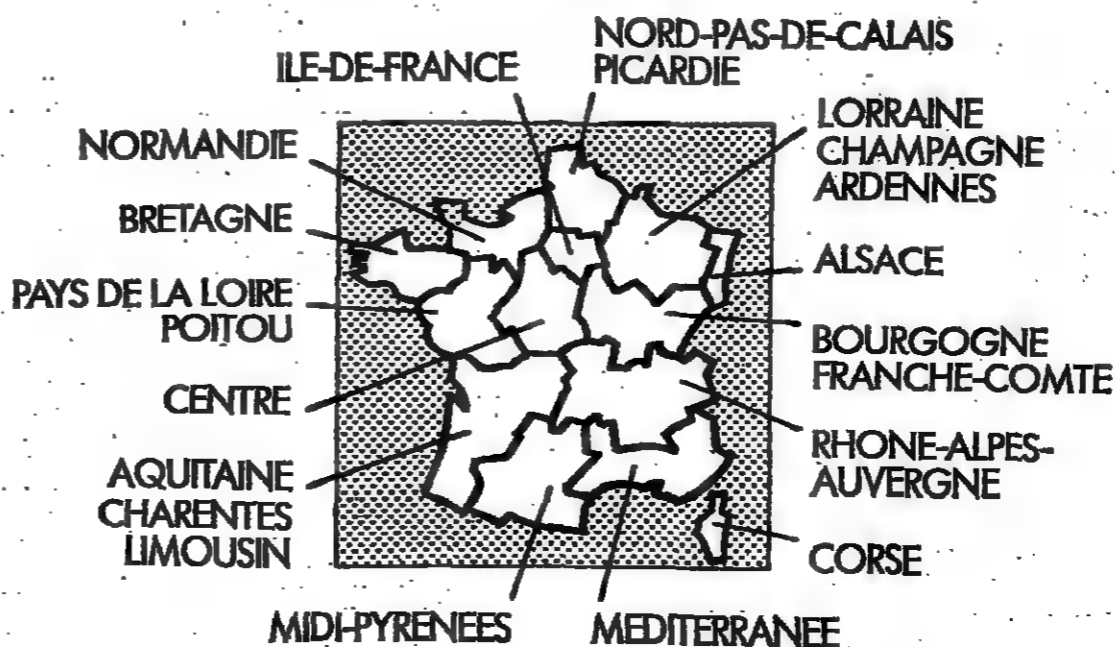
BANQUE TRAD-CRÉDIT LYONNAIS FRANCE S.A.
Capital : 5 000 000 F

Siège Social :
RUE NOTRE-DAME-DES-VICTOIRES, 75002 PARIS

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE
CORRESPONDANTS
DANS LE MONDE ENTIER

Téléphone : 236.59.14 - 236.62.09
233.46.18 - 233.11.96
Téléc. : CRETRAF 680720 Paris
236.59.14 - 233.11.96
233.46.18 - 233.11.96
Adr. Télég. : CREDITRAD Paris

14 délégations régionales au service des PME



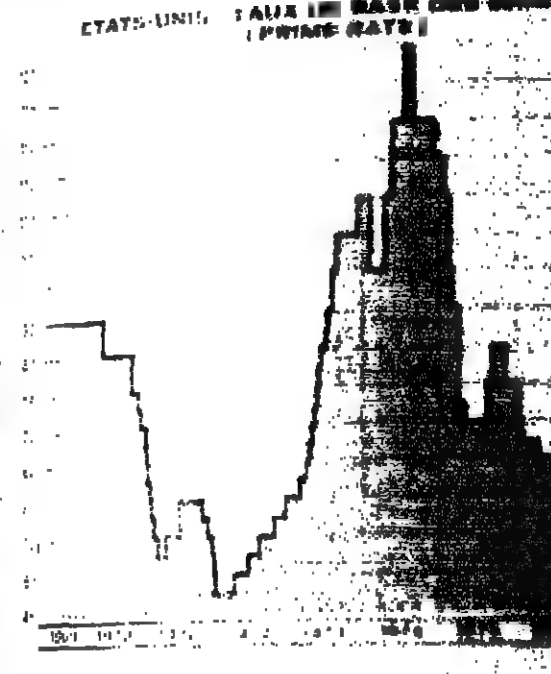
CREDIT HOTELIER COMMERCIAL INDUSTRIEL

Siège social : 78, rue Olivier-de-Serres - 75739 Paris Cedex 15

Délégations à : Ajaccio, Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Orléans, Paris, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

L'éternelle inconnue

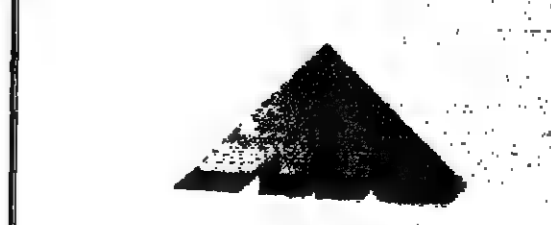
Q



QUATRE ÉTABLISSEMENTS dans les dix premières banques

L

Le Crédit Hotelier Commercial Industriel est une banque à capital 100 millions de F, créée en 1974, spécialisée dans le service des PME.



BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE
Banque d'affaires au capital de 100 millions de F

Comme très diversifiée de services :

- Financements Internationaux
- Crédits et assistance à la clientèle (Crédits monétaires, Crédits Acheteurs, Crédits vendeurs, Cautionnement...)
- Toutes opérations du Commerce Extérieur
- Toutes opérations sur devises
- Informations sur marchés arabes

BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE
11, rue de Valenciennes
75001 PARIS
Tél. : 236.59.14 - 236.62.09
233.46.18 - 233.11.96
Téléc. : CRETRAF 680720 Paris

هكزا فون الاصل

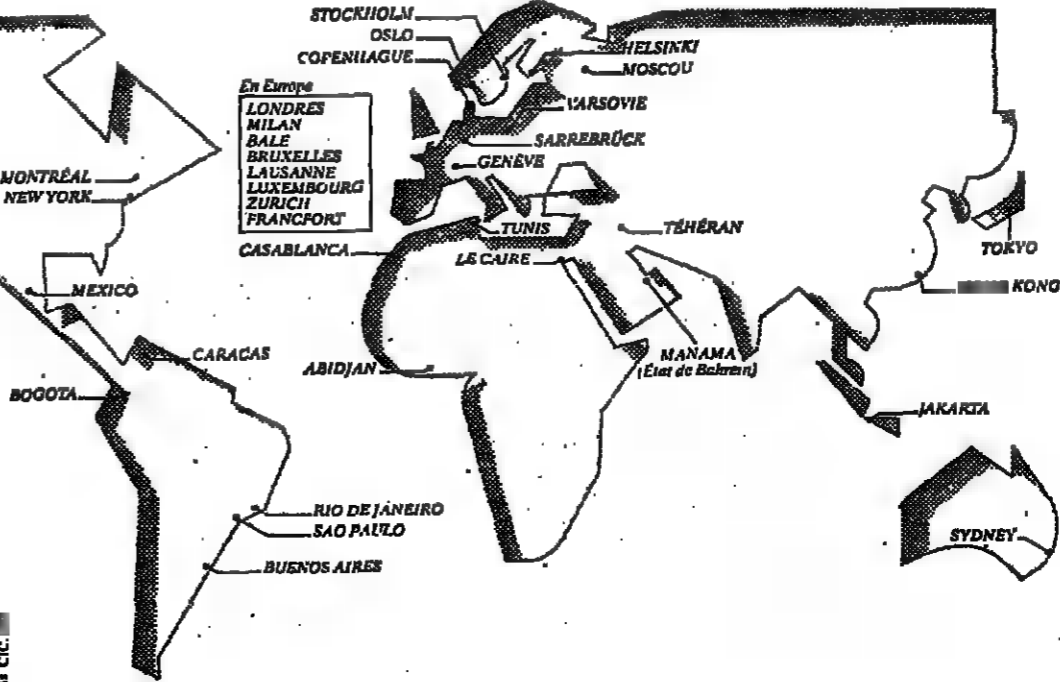

LES 12 BANQUES DU GROUPE CIC SONT PRESENTES DANS 29 PAYS. (68% DU COMMERCE EXTERIEUR FRANÇAIS).

Régionales par leur situation, internationales par leur appartenance à un groupe puissant, les 12 banques du groupe CIC sont bien placées pour intervenir dans l'exportation de produits qu'elles connaissent de près.

Elles disposent de 1.500 spécialistes du Commerce Extérieur.

70 des 100 premiers exportateurs français sont leurs clients.

Groupe CIC. Banque bancaire privée française. Banque Scalbert Dupont - Industriel
Varin-Berrier - Crédit d'Alsace - Lorraine - Banque Régionale d'Alsace - Lyonnaise
Banque Régionale de l'Est - Banque Régionale de l'Ouest - Crédit Industriel et Commercial - Normandie
Crédit Fécampois - Crédit Industriel et Commercial - Banque Transatlantique.



STOCKHOLM
OSLO
COPENHAGUE
HELSINKI
MOSCOU
VARSOVIE
SARREBRÜCK
GENÈVE
TUNIS
TEHÉRAN
TOKYO
KONG
JAKARTE
SYDNEY
MANAMA
(Etat de Bahreïn)
LE CAIRE
ABIDJAN
CARACAS
BOGOTA
RIO DE JANEIRO
SAO PAULO
BUENOS AIRES
MONTREAL
NEW YORK
MEXICO
CASABLANCA

En Europe
LONDRES
MILAN
BALE
BRUXELLES
LAUSANNE
LUXEMBOURG
ZURICH
FRANKFORT

AFFAIRES

Le brevet européen demain...

Le Parlement vient de ratifier la convention de Munich et la convention de Luxembourg sur les brevets d'invention. La première établit le brevet européen et la seconde le brevet communautaire. Les inventeurs isolés et la petite industrie risquent de n'en guère profiter.

PAR brevet européen est entendu un système de délivrance qui aboutit non pas à proprement parler à un brevet européen, mais à un faisceau de brevets nationaux.

Le brevet communautaire est un brevet supranational qui est à proprement parler un brevet européen. La ratification par la France, une des dernières à l'avoir faite, a permis de déposer le premier brevet européen au cours de l'année prochaine.

Qu'y aura-t-il de changé pour nos industriels ? Jusqu'ici, lorsque l'un d'eux avait une invention, il devait déposer un brevet dans un ou plusieurs pays où il était concurrencé.

celles de quiconque ne peut consacrer son temps à l'étude de ces inventions diplomatiques.

Même si on ne peut pas avoir une compréhension totale, il est évident que le brevet européen doit avoir de quoi faciliter la vie de l'inventeur.

Jusqu'à présent, les comparatistes n'ont pas porté une attention particulière à la protection de l'invention. Ils se sont surtout intéressés à la politique de brevets, en France, loin de ce qu'elle est aux États-Unis, en Allemagne, au Japon ou même en Italie ou en Pays-Bas.

L'instauration du brevet européen sensibilisera-t-elle l'opinion publique, peut-être en raison de sa difficulté même ? Le problème du brevet européen est-il l'intérêt de ceux pour lesquels il a été conçu ?

Le brevet national

L'auteur répondra. Mais quel est le problème ? Il n'est pas trop tôt pour présenter un brevet national ? Le sera le marché des brevets en France.

Le brevet français subsiste. Au côté du brevet que le qualifieur d'euro-péen, c'est-à-dire du brevet français résultant de l'application de la loi de 1900, il y a le brevet français qui est le brevet national. Ce dernier est le brevet qui est le brevet français qui est le brevet national.

par ANDRÉ NETTER (*)

Il s'agissait d'exploiter l'invention. Autant de fois, il y avait des procédures d'examen, pratiquement indépendantes les unes des autres.

La première convention ou convention de Munich, institue un examen commun pour tous les pays signataires, qui sont des pays d'Europe. Unification indiscutable et indiscutée. Le déposant, qu'il soit d'ailleurs européen, américain ou japonais, aura le loisir de désigner, parmi les pays adhérents à la convention, ceux dans lesquels il souhaite obtenir protection. L'examen se déroulera, et son issue favorable équivaudra à la délivrance d'autant de brevets qu'il y aura eu de pays désignés. Tout est en gros, l'économie de la convention de Munich.

Comment se déroulera l'examen ? En plusieurs temps : d'abord recherche de nouveauté, ensuite examen proprement dit, c'est-à-dire appréciation par des examinateurs de la qualité inventive de la novation, puis décision. Appel aux opposants, c'est-à-dire possibilité pour les tiers de s'opposer à la délivrance d'un brevet malgré un résultat favorable de la procédure normale d'examen.

A tous les stades, recours possible contre une décision défavorable. Nous les obstacles franchis, délivrance. Il s'agit donc d'un système présentant les garanties maximales, mais, conséquence inévitable, d'un système compliqué.

Quant à la seconde convention de Luxembourg, créant le brevet communautaire, elle s'insère dans la première en ce sens que, parmi les brevets qui seront délivrés à l'issue de la procédure d'examen créée par la première convention, pourra figurer le brevet communautaire, étendant ses effets à tous les pays de la Communauté.

Je ne pousserai pas plus loin l'analyse. Il est évident que l'examen est suffisamment complexe pour...

Ses qualités sont connues ainsi que ses défauts. Les premières : simplicité et bon marché. Les secondes : l'étendue quant à l'application du droit qu'il confère ; corollairement, difficulté de valorisation par voie de licence.

Qui adoptera le brevet européen ? Les industriels ? Il apparaît à première vue que le brevet européen français sera pour l'industrie française mais en concurrence avec certains brevets étrangers.

Qu'en sera-t-il des industriels ? On ne peut pas, non plus dans le domaine des brevets, ne pas faire une distinction entre, d'un côté, les grands, et, de l'autre, les petits ou moyens. Pour la grande industrie, le brevet européen répondra à un désir légitime de sécurité et de stabilité. Également à sa vocation européenne.

Mais pour les petites et moyennes industries, il risque d'être un peu trop compliqué. Vraisemblablement, la plupart de nos déposants s'en tiendront alors au brevet purement français. Encore faudra-t-il que celui-ci ne devienne pas un brevet déprécié par sa comparaison avec le brevet européen. Des projets de modernisation du brevet français ont été élaborés. S'ils étaient réalisés, le brevet français rattraperait la réalité, le brevet français rattraperait la réalité, le brevet français rattraperait la réalité.

Peut-être même un brevet concurrentiel purement national et le brevet supranational se dégage-t-il la formule la mieux adaptée à l'évolution technique et économique de la France et de l'Europe ?

(*) Brevets d'invention.

Temps d'arrêt pour la chimie espagnole

Les grandes firmes multinationales de la chimie ralentissent fortement leurs investissements en Espagne. Cependant, l'industrie chimique est encore promise à de grands développements dans ce pays.

De notre envoyé spécial

TARRAGONA. — Après avoir participé au développement de l'industrie chimique espagnole, les grandes firmes multinationales ne se montrent plus aussi pressées ces derniers mois de créer de nouvelles unités ou même d'agrandir leurs installations existantes. Autant elles avaient montré d'ardeur dans un passé récent, ne laissant pas sur les moyens à employer, autant elles manifestent aujourd'hui de réticences, rechignant à investir et rognant sur leurs projets. La chimie aurait-elle atteint dans le bassin le plus occidental du continent européen un seuil d'expansion critique, qui ne rendrait plus son avenir aussi prometteur ?

Lois s'en fût, l'Europe, cela ne fait aucun doute, devra compter un jour avec la chimie espagnole. Sur ce point, tous les avis concordent. Mais, d'ici là, l'Espagne devra encore parcourir un long chemin avant d'arriver à la hauteur de ses plus proches concurrents dans ce domaine industriel. Son chiffre d'affaires dans la branche (8 milliards de dollars environ) n'est pas négligeable, il dépasse celui de la Suisse.

La plus grosse de ses entreprises chimiques, l'Union Explosivos Rio Tinto (U.E.R.T.), se classe au 77 rang mondial avec un chiffre d'affaires de 800 millions de dollars environ, soit à peu près au niveau de P.O.U.C. (division chimique de l'Union Carbide) et de C.I.F. Chimie. Respectivement numéros 120 et 180 places. Ses installations ne sont pas non plus la comparaison, un nombre relativement restreint d'unités atteignant une dimension internationale. Concernant l'éthylène, par exemple, pourtant une des plus grandes bases de la chimie organique, la production espagnole atteint tout juste 335 000 tonnes, ce qui correspond à la capacité d'un vaporisateur très moyen.

Une forte pénétration étrangère

La demande serait-elle à ce point insuffisante ? Bien que les niveaux de consommation de produits chimiques se situent en Espagne très en dessous encore de ceux des pays industrialisés de l'Europe — ce dans un rapport de un demi à cinq fois (chlore) — sa croissance, au contraire, a été extrêmement rapide. Elle a dépassé durant les deux dernières années pour passer de 1,3 à 1,8 milliards de dollars environ alors que la production augmentait seulement de six fois dans le même temps. A telle enseigne que l'Espagne ne parvient pas dans bien des cas à satisfaire ses besoins. Outre l'éthylène pour lequel la demande est supérieure de 50 % aux disponibilités, la propylène et de nombreux intermédiaires chimiques lui font défaut. Tout cela, l'Espagne doit le payer en devises. Bien qu'en nette amélioration, la balance commerciale de la chimie espagnole avec l'étranger est toujours fortement déficitaire (1,5 milliard de dollars en 1976) avec un déficit de 22 % en 1975.

Au cours des six dernières années, plus de 100 millions de pesetas (1,6 milliard de dollars), soit le quart des investissements réalisés dans la chimie, ont été consacrés au développement de la chimie. C'est dire l'importance considérable accordée à ce secteur par les responsables du gouvernement espagnol, qui, dès le début des années 70, avaient confié à l'Institut national de l'industrie le soin de favoriser son développement.

Les plus grandes firmes multinationales de la chimie sont présentes. Du Pont de Nemours, les allemands B.A.S.F., Hoechst, Bayer, les hollandais AKZO, Shell ; les britanniques I.C.I., Albright et Wilson ; les français Rhône-Poulenc, Roussel-Uclaf ; l'italien Montedison ; les suisses Ciba-Geigy, Hoffmann-La Roche. Et ce pour ne citer que les principales. Par ordre d'importance, les États-Unis qui sont le plus grand fournisseur de produits chimiques, la France, la Suisse, le Canada et la Grande-Bretagne.

Conséquence directe de ce fait : l'investissement des étrangers pour l'Espagne a singulièrement diminué. Le chiffre d'affaires des multinationales, qui représentait 40 % du chiffre d'affaires de la chimie espagnole en 1970, n'est plus que de 25 % en 1976.

Depuis trois ans, cependant, l'enthousiasme des étrangers pour l'Espagne a singulièrement diminué. Le chiffre d'affaires des multinationales, qui représentait 40 % du chiffre d'affaires de la chimie espagnole en 1970, n'est plus que de 25 % en 1976.

En l'espace de trois ans, il est vrai, l'Espagne a beaucoup changé. Encore mal connue sur un plan industriel, le pays a vu son image s'améliorer et deux grands événements ont contribué à ce changement. Aujourd'hui, le miracle des années 70 est définitivement révoqué et le tableau de bord de l'économie est au rouge (le produit de l'économie) en 1976. Les grèves incessantes, qui l'an dernier ont fait perdre des millions d'heures de travail à l'économie espagnole, n'ont pas arrangé les choses.

Comment s'expliquent ces conditions de la défiance manifestée envers l'Espagne par les grandes firmes multinationales ? D'autant que pour la chimie, le problème est complexe. En fait, la forte concentration au Catalogne (plate-forme de Tarragona) et au Pays basque (Guipuzcoa, Biscaye, deux provinces attirées par l'autonomie) et où les investissements sont les plus importants, a créé une situation déséquilibrée. L'industrie chimique est en plein « boom » et le taux de croissance astronomique.

18 % à 20 % l'an, les investissements ont appliqué une stratégie un peu différente. Tout se vendait. Avec la chimie, les vaches maigres, certaines capacités de production, maintenant inutilisées (benzène, phénol, engrais). La situation n'a pas en s'améliorant, car il y a eu certaines analyses, au rythme actuel des investissements (250 milliards de dollars d'ici à 1985), l'industrie chimique espagnole risque de se trouver dans un dangereux état de surcapacité.

En attendant, depuis plusieurs mois, les grandes firmes multinationales resserrent les écrous et partent au crible leurs projets de développement pour déterminer les meilleurs sites pour leur action future. En point de mire le souci de maintenir une rentabilité dont le niveau a déjà sérieusement baissé. La B.A.S.F., qui a prudemment évité de s'engager dans l'industrie chimique espagnole, a passé à l'action (plastifiants et sous-produits, polystyrène, dispersions plastiques pour l'automobile) et n'envisage pas de plus de 5 milliards de pesetas (10 millions de dollars) d'ici à 1985, soit moins de 3 % le chiffre d'affaires prévisionnel. Plus question de produire n'importe quoi, nous confie M. Schmidt, administrateur général de la B.A.S.F.-Española. Il quitte son poste pour prendre de nouvelles fonctions à Ludwigshafen.

En attendant, depuis plusieurs mois, les grandes firmes multinationales resserrent les écrous et partent au crible leurs projets de développement pour déterminer les meilleurs sites pour leur action future. En point de mire le souci de maintenir une rentabilité dont le niveau a déjà sérieusement baissé.

La chimie espagnole est en rentabilité qui caractérise l'économie industrielle dans le monde. Elle conduit les entreprises multinationales à se tourner vers l'Espagne pour y réaliser des projets importants. La chimie espagnole, qui a été l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie espagnole, est en train de perdre son lustre. Les Espagnols ne peuvent pas se permettre de perdre leur confiance en l'avenir.

ANDRÉ DESSOT.

CHIFFRE D'AFFAIRES DES DIFFÉRENTES INDUSTRIES CHIMIQUES EUROPÉENNES

	En milliards de
R.F.A.	32,2
Grande-Bretagne	19
France	19
Italie	14
Pays-Bas	8
Suisse	4

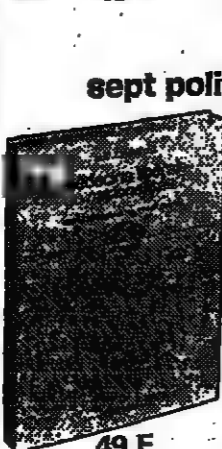
(*) Y compris les filiales chimiques.

Prendre du champ... c'est s'informer et approfondir.

1999... l'expertise de Wassily Léontief une étude de l'O.N.U. sur l'économie mondiale future

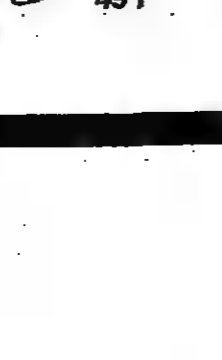


Le Prix Nobel d'économie a calculé ce qu'il en coûtera pour éviter l'Apocalypse... Sa conclusion : rien n'est joué. C'est difficile, mais c'est possible, à condition que des réformes radicales interviennent dans la plupart des pays et dans les rapports internationaux.



Médecine libérale ou nationalisée ? sept politiques à travers le monde G.P. CABANEL

La santé est véritablement au carrefour de l'histoire et l'on pressent bien que le système français devra être profondément réorganisé lors de l'échéance de 78. Dès lors, il n'est pas sans intérêt d'examiner les solutions adoptées par les grands pays et d'apprécier les limites de leur efficacité.



les dossiers dunod pour connaître

Tous comptes faits...

BONS du TRESOR à intérêts progressifs

...un placement plein d'intérêts et disponible au bon moment.

Taux actuariel brut jusqu'à 9,75%

Paris-banlieue, la fête

Un mois d'animation « éclatée » à La Rochelle

Beethoven à Fontevrand

E. RENAUD BARRAULT
ce - Tél. 548.38.53

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GROUPE D.P. INDUSTRIES
Étude, Marketing et Publicité Industrielle
LEADER du marché de la Communication Industrielle
RECHERCHE pour de nouvelles créations de postes

INGÉNIEURS
formation Électrique ou Informatique

CADRES COMMERCIAUX
formation Grandes Écoles

CHEFS DE PUBLICITÉ
devenir Chef de groupe

Pour l'ensemble de ces postes **POTENTIEL OBLIGATOIRE**
• Trois ans de pratique dans l'industrie • Formation concrète Marketing, Vente, Publicité
• Bilingue : français, anglais • Age : 25 minimum • Enthousiasme, disponibilité et volonté d'évolution professionnelle.

UN PLAN DE CARRIÈRE ET DE FORMATION COMPLÉMENTAIRE sera proposé à chaque candidat retenu.
Adresser C.V., lettre manuscrite, photo récente, rémunération actuelle à notre :
CEPI, Département Recrutement : 9, rue Thérèse, 75001 PARIS

ADJOINT CHEF SERV. VTES
ayant connais. PRESSE et d'éd. possib. notions mécanographiques. Possibilité promotion. N. pas se présenter.

Ecr. C.V. et photo à :
TAIG-55, Bd Pasteur (72) et 1, POUR ÉTRANGER 1 AN 1/2

TECHNICIENS
Préparateurs en plantes en microchimie
TEL. 28-25-12/25-14.

Importante SIE de produits métallurgiques (rôles) de la technique de recherche CORRESPONDANTS

Escr. C.V. avec C.V. 3/4 et 10/4 à P. LICHOU S.A. 10, r. de Louvois, 75003 PARIS et par transmetteur.

TRADUCTEUR RUSSE SUR PLANS PROTECHNA
Bonne connaissance internationale recherche

EMPLOYÉ (E) GUICHET connaissant avec l'étranger.
— 3 ans expérience minimum
Escr. n° 7 05.149 M. Régie-Presses 85 bis, rue Réaumur, Paris 2.

gan le **gan** recherche pour PARIS 9ème pour son important département informatique (200 personnes) dans un environnement technique motivant (matériel IBM 370, base de données, télétraitement)

JEUNE DIPLOME GRANDE ECOLE réf. M1
à fort potentiel (Supélec, Mines)
possible 2 ans d'expérience informatique

Après une période d'intégration au département, d'importantes responsabilités pourront lui être confiées.
Ce poste conviendrait à un candidat dont la personnalité allie rigueur, dynamisme et sens des contacts humains.

CHEF DE PROJET réf. M2
(Ingénieur Grandes Ecoles : Supélec, Mines.)

Ce poste permettra à un candidat dynamique de valoriser :
- son expérience de l'analyse de 5 à 5 ans,
- son sens des contacts humains et de l'organisation,
- ses aptitudes à l'encadrement.

La connaissance de D.L. 1 est exigée.

ANALYSTES CONFIRMES (2 ans d'expérience) réf. M3
pour leur confier des postes intéressants, leur permettant de valoriser leurs connaissances et leur potentiel.

PROFIL :
- minimum D.U.T., de préférence maîtrise informatique ou Grandes Ecoles,
- connaissances pratiques de D.L. 1 ou Comptabilité.

Les candidats pré-sélectionnés seront reçus au début du mois de Juillet.
Envoyer C.V., photo et références à Mme DEGEY en précisant la référence, à rue Pilet-Wil, 75009 Paris. Discretion assurée.

32 ans mini. Création de poste

FILIALE EN PLEINE EXPANSION D'UN GROUPE INTERNATIONAL, TRAVAILLANT EN LIAISON AVEC DE GRANDES ADMINISTRATIONS FRANÇAISES ET ÉTRANGÈRES SUR DES PROJETS COMPLEXES, NECESSITANT L'UTILISATION DE TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES DE POINTE ET POUR LESQUELLES LES IMPÉRATIFS DE FIABILITÉ, DISPONIBILITÉ, SÉCURITÉ SONT PRÉPONDERANTS, RECHERCHE UN

Ingénieur Qualité Projet
SUPELEC OU ÉQUIVALENT

La mission de ce poste est :
- une responsabilité sur la fiabilité des systèmes électroniques.
- une expérience pratique d'élaboration et de suivi du plan qualité pour un projet de grande envergure (aéronautique, spatiale, armement, nucléaire...)
- une réelle aptitude à suivre un projet autonome et à contrôler l'application de la politique qualité.
- connaissances électrotechniques appréciables.

Missions :
- définir, mettre en œuvre le plan qualité d'un projet en liaison avec le Chef de Projet et les partenaires extérieurs.
- faire appliquer ce plan par les équipes et les sous-traitants.

Lieu de travail : PARIS, déplacements fréquents en Province de courte durée.

séle CEGOS Adresser lettre man. + CV détaillé à Mme CLER, réf. 73400/M Séle-CEGOS : 35, quai Gallieni 93100 SURESNES.

groupe jeune afrique
a développé depuis 1958 un secteur éditions (guides Jeune Afrique, Atlas, Encyclopédie Les Africains, etc.)

L'expansion rapide de ses activités dans ce domaine l'amène à créer un poste

directeur adjoint des éditions

Un "professionnel", capable de traiter les problèmes techniques, administratifs, commerciaux, il sera chargé de la gestion de la collection, de la qualité de l'édition, de la qualité-prix-délai.

Il dirige et anime 15 collaborateurs.

De formation supérieure, il a une culture littéraire étendue et une expérience diversifiée d'au moins cinq ans dans l'édition. Il parle français.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et rémunération sous réf. 687M à notre Caisse

centor DÉPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri Monnier PARIS.

LOTTO

Le Jeu du LOTTO crée un nouveau centre à MOUSSY (35 km de Paris-Gare du Nord par Ronsay Rail).

Au sein de la Direction Technique, le Service Microfilms représentera un effectif de 60 opérateurs répartis en 3 groupes.

Son expérience d'un secteur de production, ses aptitudes au commandement, devront permettre au

RESPONSABLE D'EXPLOITATION DE L'ATELIER MICROFILMAGE

de répondre, en tant que chef de service, de la bonne marche de ses groupes de travail. Il prendra en charge la gestion et la direction des opérateurs et l'application des procédures établies.

La connaissance des techniques MICROFILMS lui permettra un atout supplémentaire, mais une formation à notre application lui est - de toute façon - proposée.

Si vous avez au minimum 25 ans et êtes intéressés par cet emploi, Madame GOURNAY examinera votre candidature (lettre manuscrite + CV) qui lui sera adressée à Séle-CEGOS - Domaine des Gâtiers - 77230 MOUSSY-LEVEUX.

POUR L'UNE DES FILIALES OPERATIONNELLES DE L'UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPE FRANÇAIS

LE CHEF DU DEPARTEMENT "SERVICES"

- Formation Grande École (Centrale, Mines, Paris et Supélec, HEC, ESSEC).
- Expérience sur le plan international dans la prospection, création, organisation de sociétés, ports, des flottes de véhicules, des transports etc.
- Bonne connaissance des domaines : juridique, études de bilans, gestion budgétaire.

Si vous êtes cadre supérieur, responsable d'une activité de prospection ou responsable de la gestion d'une flotte de véhicules, que vous parlez couramment anglais, et, ou arabe ; que vous êtes disponible pour des fréquents déplacements à l'étranger vous nous intéressez. (réf. 77.063)

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

- Formation Ingénieur (Mécanique ou Electro-Mécanique).
- Expérience supérieure de 10 à 15 ans acquise dans des entreprises de fabrication de moteurs de camions.

Il sera chargé de la conception et de la réalisation de matériels d'entretien, (réf. 77.064)

Les deux postes correspondent à une situation de premier plan dans une société en expansion.

Si vous répondez à ces critères et que vous soyez intéressé, écrivez à :

CAPIC 10 rue Voltaire 75002 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE LA METALLURGIE (14000 personnes)

INGENIEUR responsable méthodes

APPLICATION PEINTURE

Ce poste peut convenir à : **INGENIEUR DIPLOME (ENSIC, ESPCI, ESCIL, ENSCP...)**
Age minimum 35 ans

Expérience indispensable de 5 à 10 ans au moins dans l'application peinture, dans l'industrie des travaux de la métallurgie (moteurs, automobile, meubles métalliques) ou dans la chimie (peinture, vernis, etc.).

Le candidat devra être capable de mettre en œuvre et de réaliser toutes études relatives aux produits et aux techniques dans le domaine de la protection des surfaces métalliques (traitement de surface, application peinture).

Il bénéficiera d'une très large autonomie de décision.

Lieu de travail : Paris-Quai.

Adresser C.V., photo et références à :
No 11528 CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmet.

RESPONSABLE D'EXPLOITATION DE L'ATELIER MICROFILMAGE

de répondre, en tant que chef de service, de la bonne marche de ses groupes de travail. Il prendra en charge la gestion et la direction des opérateurs et l'application des procédures établies.

La connaissance des techniques MICROFILMS lui permettra un atout supplémentaire, mais une formation à notre application lui est - de toute façon - proposée.

Si vous avez au minimum 25 ans et êtes intéressés par cet emploi, Madame GOURNAY examinera votre candidature (lettre manuscrite + CV) qui lui sera adressée à Séle-CEGOS - Domaine des Gâtiers - 77230 MOUSSY-LEVEUX.

GRANDE SOCIÉTÉ DE SERVICES recherche

INGENIEUR-ECONOMISTE

- Formation : Diplôme d'ingénieur + cycle Économique équivalent,
- 35 ans minimum
- Maîtrise française.

AYANT
a) - bonne connaissance des problèmes de développement en général
ET/OU
b) - très bonne connaissance des problèmes de développement d'un secteur industriel type mécanique, chimie, etc...

POUR
- animer équipe pluridisciplinaire chargée d'un grand projet d'étude de développement industriel international.

Bonne connaissance anglaise ou/et parité assurée.

Adresser C.V. et références 74.731 M

an.p.m 100, avenue Charles de Gaulle, 92522 NEUILLY

LA VENTE VOUS ATTIRE

Vous êtes diplômé de l'enseignement secondaire ou supérieur court.

Nous sommes la filiale française d'un groupe solidement implanté dans le monde entier ; nous voulons pénétrer de nouveaux marchés en créant pour cela des équipes de vendeurs confirmés. Leur rôle sera de promouvoir nos équipements dans des secteurs encore inexploités.

Nous offrons :
• un fixe de 2.100 ou 2.650 F + commissions non plafonnées + frais de déplacements
• de nombreux avantages sociaux
• une formation de 3 semaines rémunérée permettant une bonne connaissance des produits techniquement élaborés de notre gamme.

Des postes sont à pourvoir à PARIS et sa banlieue.

Adresser C.V. + photo sous réf. J57 Tour de Lyon, 185, rue de Bercy 75012 Paris qui traitera les candidatures.

INFRAPLAN CARRIERES

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES recherche

CHEF DU DEPARTEMENT AFFAIRES IMMOBILIÈRES

FONCTION :
Le titulaire du poste est responsable de tous les aspects de la gestion immobilière de la Société et de ses filiales françaises et étrangères :
• prospection des marchés immobiliers
• opérations d'achat, de vente, de location etc...
• administration des propriétés.

PROFIL :
• Homme âgé de 35 ans minimum,
• diplômé d'études supérieures en Droit (notamment immobilier),
• avoir acquis par une expérience d'au moins 10 ans une parfaite maîtrise de la gestion d'un patrimoine immobilier dans un cadre international.
• posséder une très bonne connaissance de la langue anglaise.

La maîtrise d'une seconde langue étrangère (allemand ou espagnol) est appréciée.

Les candidats intéressés voudront bien adresser un C.V. détaillé avec photo et rémunération souhaitée à : 19.007 CONTESSÉ Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra. Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.

IMPORTANTÉ SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE recherche pour PARIS

CADRE JURISTE

Formation : Diplôme en Droit, I.C.H., École de Notariat.

Une première expérience dans une étude notariale serait appréciée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et références 2041 à :

an.p.m 100, avenue Charles de Gaulle, 92522 NEUILLY

Ets financier recherche

UN INSPECTEUR COMMERCIAL
ayant 30 ans minimum et une expérience avec professionnels de l'automobile automobile.

Affectation de début :
Escr. C.V. et photo à chef de personnel S.P. 72-05 75361 Paris, Cedex 06.

AGENTS DE TRANSIT CONFIRMES
Expérience 3 ans minimum chez Transitaire ou Service de douane.
Capacité gestion courante.
Expert, bon niv. angl., bonnes connaissances : air, mer, route.
Porte à initiatives.
Env. C.V. et références réf. 3075 à P. LICHOU S.A. 10, rue Louvois 75003 Paris Cedex 02 et transmetteur.

SOCIÉTÉ DE SERVICES pour embauche immédiate

ANALYSTES PROGRAMMEURS CONFIRMÉS PL 1
ou approches de ce langage

Se présenter : mardi 28 juin 1977 à partir de 9 h. à 12 h. et de 13 h. à 17 h. 30 auprès de M. BARTHE, 28, av. Mac-Mahon, Paris-17.

CENTRE HOSPITALIER et RECHERCHE
1.800 personnes

Cadre de Direction Générale

Un centre hospitalier et de recherche privé, de renommée mondiale, budget de fonctionnement 200 millions, crée, pour adapter ses structures à son développement, un nouveau poste de cadre au sein de sa Direction Générale. Sa mission comprendra, au départ des études de législation hospitalière et de problèmes relevant de l'administration du personnel, ainsi que des propositions concernant l'amélioration générale du système de gestion de l'établissement. Puis ce poste devra évoluer à moyen terme vers des fonctions opérationnelles plus importantes. Cette situation offerte dans la région parisienne Sud, convient à un cadre de formation supérieure : École Nationale de la Santé Publique, DES Droit, ayant au moins 5 ans d'expérience hospitalière. La rémunération est celle d'un cadre supérieur d'une grande entreprise privée.

séle CEGOS Adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 19.007 à M.L. FOURNIAT - 544-CEGOS 33, quai Gallieni 93102 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir totale discrétion.

sit

Adjoint au directeur

EUROMARCHE
équipe en pleine expansion

ADJOINTS au CHEF COMPTABLE

RESPONSABLE DES ÉTUDES OPERATIONS SUR TITRES

P.M.I. REGION SUD DE PARIS
pour second chef de service

INGENIEUR
A. et M. de préférence
ayant expérience
études et fabrication
mécaniques
gestion d'entreprise
Possibilité d'intégration
nation internationale.

Adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 19.007 à M.L. FOURNIAT - 544-CEGOS 33, quai Gallieni 93102 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir totale discrétion.

هناك امل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

Le gouvernement va bloquer les prix de certains articles textiles, du café et du cacao

Le Comité des prix, qui regroupe les représentants des divers milieux professionnels (industrie, commerce, agriculture), ainsi que ceux des consommateurs et des syndicats, a réuni lundi 27 juin dans l'après-midi pour être informé par le directeur des prix du ministère de l'économie et des finances de plusieurs décisions — probables — de blocage prises par le gouvernement.

Les prix des produits textiles pour lesquels la France vient de demander des mesures de sauvegarde vont être bloqués : chemises pour hommes, chemises pour femmes, tee-shirts, fils de coton.

La position du gouvernement est simple à cet égard : la protection doit être maintenue pour les producteurs français va réduire l'offre. Il est donc normal que l'administration intervienne préventivement pour empêcher les hausses de prix qui pourraient provoquer une déstabilisation de l'offre et la demande.

La deuxième mesure de blocage concerne les prix à tous les stades du café et du cacao. En bloquant l'administration n'entend pas sanctionner, mais prend ses précautions. Les prix de gros de ces denrées ont, après les augmentations vertigineuses que l'on sait, amorcé un net mouvement de baisse. En France, les importateurs et les torréfacteurs, qui n'ont pas répercuté intégralement les hausses des cours (sur les achats étrangers) au plus fort de la pratique, risquent d'être tentés de se rattraper en attendant maintenant les hausses. C'est ce que l'administration ne veut pas en imposant un blocage sur des prix en diminution par rapport à leur niveau initial.

Enfin, le directeur des prix du ministère de l'économie et des finances va informer le Comité

des prix de la décision prise par M. Barre d'interdire les prix conseillés. Ceux-ci permettent souvent en fait aux producteurs de déterminer les prix des détaillants, tournant d'ailleurs la règle d'interdiction des prix imposés. Là encore, la position du gouvernement est claire, quoique tardivement exposée : il est impossible en économie concurrentielle de justifier pareilles pratiques. Les représentants du C.N.E.F. semblent d'ailleurs partager ce point de vue officiel.

L'association de producteurs de la R.F.A. critique vivement la mesure de sauvegarde que le gouvernement français a prise de protéger l'économie nationale. Elle reproche au gouvernement français d'avoir pris « arbitrairement » et unilatéralement une décision qui relevait de la compétence de l'ensemble des pays de la C.E.E. Cette décision « aboutit à déformer la concurrence entre les producteurs de la R.F.A. et met en danger les accords de libre-échange ».

LES SYNDICATS S'INQUIÈTENT DE L'AVENIR DU GROUPE BOUSSAC

De notre correspondant

Spinal. — On s'y attendait un peu, telle a été la première réaction des syndicats après l'annonce, jeudi 23 et vendredi 24 juin, des réductions d'heures dans plusieurs usines textiles du groupe Boussac où jusqu'alors on travaillait quarante heures par semaine. (« Le Monde » du 25 juin).

Désormais, et au moins jusqu'à la rentrée de septembre, l'horaire hebdomadaire est ramené à trente-deux heures dans les tissages de Nomeny, de Thionville-Vosges et de Senones, ainsi qu'au blanchiment à Moyenneville, et à vingt-quatre heures à la teinturerie de Nomeny et aux tissages de Rambervillers (tout pour l'équipement de nuit). Dans cette dernière usine, la réduction des heures s'accompagne du développement de l'atelier de confection. Cela revient, selon l'union départementale C.G.T., à condamner à bref délai ces tissages.

La C.G.T. et le C.F.D.T. s'inquiètent. Selon l'union départementale C.G.T., le groupe Boussac « estime qu'un emploi sur deux actuellement quatre mille sont sala-

riés dans les tissages. Pour la région Haute-C.F.D.T., Boussac « c'est fini le terme ». « Les usines qui ne sont pas conjonctionnées, n'apportent aucune solution durable au mal dont souffre le CIFT (maison mère du groupe). » Les syndicats ont encore quelque espoir.

L'union départementale Forcé ou libre, de son côté, renvoie des à dos la direction du CIFT et le gouvernement. « Jean-Claude Boussac a commis de nombreuses et graves erreurs de gestion. Le gouvernement a trop tardé à prendre des mesures pour protéger l'industrie textile. »

Enfin, les syndicats s'interrogent sur l'avenir des usines publiques. Elles ont bénéficié au cours des dernières années de la politique de développement de l'industrie de confection. Cela revient, selon l'union départementale C.G.T., à condamner à bref délai ces tissages.

La C.G.T. et le C.F.D.T. s'inquiètent. Selon l'union départementale C.G.T., le groupe Boussac « estime qu'un emploi sur deux actuellement quatre mille sont sala-

Le Conseil économique et social : la lutte pour l'emploi est prioritaire

M. Robert Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, participe mardi 28 juin au débat du Conseil économique et social sur la conjoncture économique au premier semestre 1977. Dans leur rapport préparatoire, MM. Longovoy et Deleau dressent un tableau sombre de l'économie française et de ses perspectives pour 1977.

La hausse des prix a été forte ces derniers mois, notent-ils. La situation de l'emploi s'est aggravée, celle des entreprises est obérée par la décelération des gains de productivité, le volume des livraisons de l'agriculture a baissé, la production industrielle plafonne, la consommation des ménages ne que faiblement augmenté, la situation démographique s'est dégradée, la situation des DOM-TOM demeure préoccupante. Seuls points positifs : la valeur du franc s'est améliorée et la réduction du déficit extérieur poursuit.

Si ce tableau de conjoncture extérieure doit servir de base au caractère de l'année, notre expansion qui limite nos achats, la hausse des prix doit être en- tenue rapide jusqu'à l'été et la situation de l'emploi demeurer inquiétante. Tout en soulignant le caractère prioritaire de la lutte pour l'emploi, le Conseil économique et social, qui présente sur l'économie française (recherche de l'équilibre des comptes extérieurs, réduction de l'inflation et celle, prioritaire, de limitation du chômage), les rapporteurs formulent plusieurs propositions : recruter des fonctionnaires pour le fonctionnement des équipements collectifs et sociaux, réduire la durée du travail dans certains secteurs, encourager la concurrence, protéger les consommateurs, contenir les effets de concurrence étrangères anormales et abusives, mener une politique du crédit orientant la croissance et promouvant l'emploi, entreprendre certaines actions structurelles en matière industrielle et d'adaptation de celle-ci à la demande intérieure et rechercher l'équilibre des comptes publics. Ils recommandent une politique économique des Neuf et un redressement de la politique agricole commune, et proposent d'ailleurs en particulier par la pratique des mesures conjuguées.

YVAN COLIN.

(PUBLICITÉ)

La Liberté a des idées

Le récent débat entre Raymond BARRE et François MITTERRAND, les controverses entre partis de gauche sur "l'actualisation" et le "chiffre" du Programme Commun, la recherche par la Majorité d'une doctrine formulée, tout le démontre : l'économie est aujourd'hui au centre du débat public.

Emploi, inflation, nationalisation, capitalisme, autogestion, libéralisme, planification... ce sont ces mots qui font désormais le paysage politique. Et c'est à travers eux que se posent les questions essentielles auxquelles les Français devront bientôt répondre : le système libéral est-il encore capable d'assurer la prospérité ? Quelles sont ses limites, peut-on le réformer ou bien faut-il accepter un système dirigiste, étatisé ? La recherche d'une plus grande justice sociale implique-t-elle l'instauration du socialisme ? Et, si oui, quel socialisme ? En somme, dans quelle société voulons-nous vivre ?

Jusqu'à présent, le débat a pu paraître inégal : les partisans d'une société de liberté répugnent à l'endoctrinement ; le système de valeurs fondé sur la liberté des personnes se heurte en effet à la force simplificatrice des thèmes marxistes, largement répandus et complaisamment acceptés. Et la société de liberté ne dispose pas du soutien d'organisations suffisamment militantes.

La démocratie libérale fournit des solutions qui assurent l'équilibre de l'homme au niveau individuel, professionnel et social.

La justification est qu'on défend mieux l'homme en étant plus soucieux de sa réalité, et des réalités économiques qui l'entourent. D'où l'initiative d'un groupe d'intellectuels, d'universitaires, de responsables d'associations sociales, économiques et professionnelles, de fonctionnaires, d'élus et de chefs d'entreprise de réunir une CONVENTION, intitulée "ÉCONOMIE ET LIBERTÉS" qui se tiendra les 26 et 27 septembre 1977, au Palais des Congrès, Porte Maillot à Paris.

Cette Convention aura un double objectif :
□ formuler les propositions qui assurent un meilleur équilibre de l'économie et de la société françaises, dans un système où soient compatibles l'extension de la justice, le maintien des libertés et les réalités de l'économie ;
□ faire la lumière sur les contradictions entre les promesses d'avantages matériels, de justice et de libertés accrues, et les perspectives d'une étatisation croissante de l'économie et de la Société.

Pierre CHAUNU, Président, Raymond ARON, Jean-Claude COLLI, Michel DRANCOURT, Yvon GATTAZ, Michel HABAR, André JACOMET, Annie KRIEGER, Claude LUSSAN, Thierry de MONTBRIAL, Jean d'ORMESSON, Jean-Pierre PROUTEAU, Jean-Jacques ROSA, Guy-Willy SCHMELTZ, Georges SUFFERT, André VOISIN.

ECONOMIE & LIBERTÉS

Convention Nationale 26/27 septembre 1977

Cette convention est la vôtre. Pour y participer, pour la soutenir, écrivez à Economie et Libertés, 116 Champs Élysées - Paris

CONFLITS ET REVENDEICATIONS

QUATRE-VINGTS NETTOYEURS DU MÉTRO SUR MILLE ONT REPRIS LE TRAVAIL

Une reprise très partielle du travail a été observée en fin de semaine parmi les ouvriers des entreprises chargées du nettoyage du métro, en grève depuis le 31 mai. Cette reprise a permis d'effectuer, selon la direction de la RATP, le nettoyage de cent soixante stations et d'évacuer une dizaine de tonnes de papier et de déchets ; elle concernerait environ quatre-vingts personnes sur les mille ouvriers normalement affectés à ce travail. En fait, seuls les salariés dégratés ou non syndiqués de l'une des entreprises privées, la Ferroviaire, ont cessé la grève, qu'ils aient d'ailleurs commencé plus tardivement que les autres personnels de nettoyage. Ils ont obtenu, selon la C.G.T., de gros succès importants de la part de leur direction, et il n'est pas exclu que des records du même ordre soient enregistrés dans d'autres entreprises. En attendant, la RATP, fait aussi appel à des sociétés privées de travaux publics, la S.A.T.P.R.O. et la compagnie SARREBOVE, qui effectuent d'habitude le travail de nuit pour l'entretien des voies.

Benne Mervel : le travail a repris dans les établissements de la RATP. Lundi 27 juin, six mille salariés sur mille huit avaient été mis en chômage technique en raison de la grève d'une dizaine de pontiers. Ces derniers ont obtenu partiellement satisfaction pour une révision de leur classification.

Schlumpf : la C.F.D.T. a accusé les établissements Deffrenne, filiale du groupe, dont les installations sont occupées depuis le 4 mai, et les frères Schlumpf d'avoir détourné des fonds, notamment selon le système de fourniture de fils entre établissements à des prix supérieurs à la concurrence. La C.F.D.T., qui affirme posséder des pièces comptables, a annoncé qu'elle portera plainte, dans l'espoir que la justice tranche cette affaire.

AGRICULTURE

M. Debatte, président de la Fédération des exploitants agricoles, a réuni une « réunion exceptionnelle » entre le président Richard d'Estaing et M. Helmut Schmidt pour discuter la révision des montants compensatoires européens, dimanche 26 juin, à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de la Fédération agricole du Nord. M. Jacques Blanc, secrétaire d'État aux affaires minières de l'agriculture, a rappelé à ce propos que le gouvernement français a décidé de déposer à la Commission européenne un mémorandum demandant la révision des montants compensatoires.

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-OBLIGATIONS

La stabilisation des taux d'intérêt continue à influencer favorablement le marché

Après la stabilisation des taux d'intérêt, le marché des obligations européennes a connu une certaine détente. Les investisseurs ont pu constater que la politique monétaire des banques centrales ne se traduit pas par une hausse des taux d'intérêt, ce qui a permis une certaine reprise de l'activité du marché.

Le marché obligataire européen, qui est resté relativement stable, a connu une certaine détente. Les investisseurs ont pu constater que la politique monétaire des banques centrales ne se traduit pas par une hausse des taux d'intérêt, ce qui a permis une certaine reprise de l'activité du marché.

LONDRES

Le marché s'ouvre sur une note de réelle fermeté. Une demi-heure après l'ouverture, l'indice des valeurs s'élève de 0,7 point, à 454,3.

VALEURS	COURS	CLÔTURE
British Petroleum	478	482
Shell	478	482
Imperial Chemical	478	482
Unilever	478	482
Glaxo	478	482

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen)	272 05
-------------------	--------

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Les nouvelles des sociétés ont été marquées par la publication de résultats financiers et de perspectives d'avenir. Plusieurs entreprises ont annoncé de bonnes performances, ce qui a contribué à la stabilité du marché.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE DES ETUDES ECONOMIQUES

INDICES	17 juin	24 juin
Indice général	115	115
Indice des valeurs	115	115
Indice des actions	115	115

INDICES QUOTIDIENS

INDICE COTATION 100 (31 déc. 1963)

Indice général	115
----------------	-----

INDICES QUOTIDIENS

INDICE COTATION 100 (31 déc. 1963)

Indice général	115
----------------	-----

BOURSE DE PARIS - 24 JUIN - COMPTANT

VALEURS	COURS	CLÔTURE
Paris 1977	450	450
Paris 1978	450	450
Paris 1979	450	450
Paris 1980	450	450
Paris 1981	450	450

VALEURS

VALEURS	COURS	CLÔTURE
Alcatel	450	450
Alstom	450	450
Bois	450	450
Bouygues	450	450
BP	450	450

MARCHÉ A TERME

VALEURS	COURS	CLÔTURE
Paris 1977	450	450
Paris 1978	450	450
Paris 1979	450	450
Paris 1980	450	450
Paris 1981	450	450

COTE DES CHANGES

MONNAIES ET DEVISES	COURS	CLÔTURE
Dollar	115	115
Mark	115	115
Yen	115	115

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

OR	COURS	CLÔTURE
Or fin	115	115

